10 Mai 1946 — HEBDOMADAIRE "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" N° 122. — Prix : 4 francs

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

Les partis bourgeois l'emportent au référendum

LA POLITIQUE DE CAPITULATIONS NE PAYE PAS...

POUR LE PAIN ET LES SALAIRES LES TRAVAILLEURS SONT PRÊTS A L'OFFENSIVE

LE referendum a donné aux « non » — c'est-à-dire à l'ensemble des partis bourgeois coalisés — une majorité de plus d'un million de voix.

La fameuse tactique stalinienne et réformiste de « ne pas effrayer la petite bourgeoisie », prétexte à toute une série de capitulations devant les agents du grand capital, n'a pas amené un accroissement des voix pour le P.C.F. et le P.S., mais, au contraire, une perte de plusieurs centaines de milliers de voix par rapport au scrutin du 21 octobre.

Comme nous l'avons toujours dit, ce sont les partis se réclamant de la classe ouvrière qui endossent la note de la faillite frauduleuse du tripartisme. C'est la classe ouvrière dans son ensemble qui subit les conséquences de la collaboration de classe.

Comparaison avec le 21 octobre

Comparons maintenant quelques chiffres. Les pertes les plus élevées ont eu lieu non seulement dans des départements ruraux où la petite paysannerie est nombreuse comme le Cantal, le Var, le Morbihan qui perdent respectivement 21, 28 et 29 % des voix socialistes et communistes du 21 octobre, mais également dans des départements urbains où la classe ouvrière est fortement représentée. Dans le Nord, dans la Somme, dans le Pas-de-Calais et la Seine, les grands partis se réclamant de la classe ouvrière perdent plus de 200.000 voix.

La politique du « produire d'abord », la politique du blocage des salaires, de la liberté et de l'impunité pour les affameurs du peuple et les agents des trusts a conduit des portions importantes de la petite bourgeoisie et même de nombreux travailleurs et petits paysans désorientés à ne pas voter avec les partis ouvriers.

Un avertissement

Les millions de travailleurs qui ont répondu « oui » au referendum ont ressenti la victoire des « non » comme une défaite. Ils ont voté « oui » au referendum non seulement pour faire échec aux partis de la bourgeoisie, mais aussi pour que les dirigeants des grands partis ouvriers en finissent avec la collaboration et avec les concessions.

Les résultats du referendum sont un sérieux avertissement, mais les dirigeants du P.S. et du P.C.F. refusent de l'entendre. Ils se placent toujours sur le terrain des combinaisons parlementaires. Ils continuent la collaboration avec la bourgeoisie et s'ingénient à sauver le tripartisme. Ils refusent d'appliquer un programme hardi en faveur de toutes les couches de travailleurs. Cette voie ne peut qu'augmenter le désarroi dans les rangs de la petite bourgeoisie d'abord, dans ceux du prolétariat ensuite.

Un programme hardi, cela signifierait : la revalorisation immédiate des salaires, garantie par l'échelle mobile.

De véritables nationalisations qui exigent l'expropriation des gros actionnaires et la gestion des entreprises nationalisées sous le contrôle des ouvriers.

Un plan de production appliqué sous contrôle ouvrier.

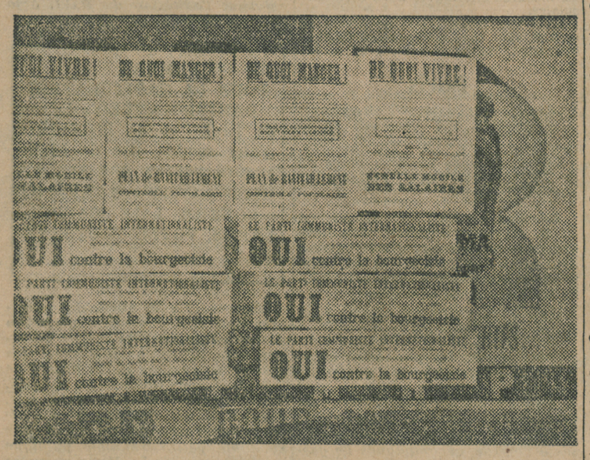
La suppression des intermédiaires et des bureaux parasitaires et incapables ; l'organisation du ravitaillement sous le contrôle des ménagères, des ouvriers, des petits paysans et des petits commerçants.

C'est sur cette base que les travailleurs pourront passer à la contre-offensive.

Seul le Parti Communiste Internationaliste s'affirme comme le défenseur sans compromission d'un tel programme.

C'est pourquoi il appelle les travailleurs à voter massivement sur ses listes le 2 juin.

LA VERITE.



Affiches apposées par nos camarades sur les murs de Choisy

LES LARBINS DE LECLERC

Un groupe de laquais du général Leclerc vient d'arriver à Paris. Il est composé de renégats qui représentent le soi-disant « mouvement autonomiste (!) de Cochinchine ».

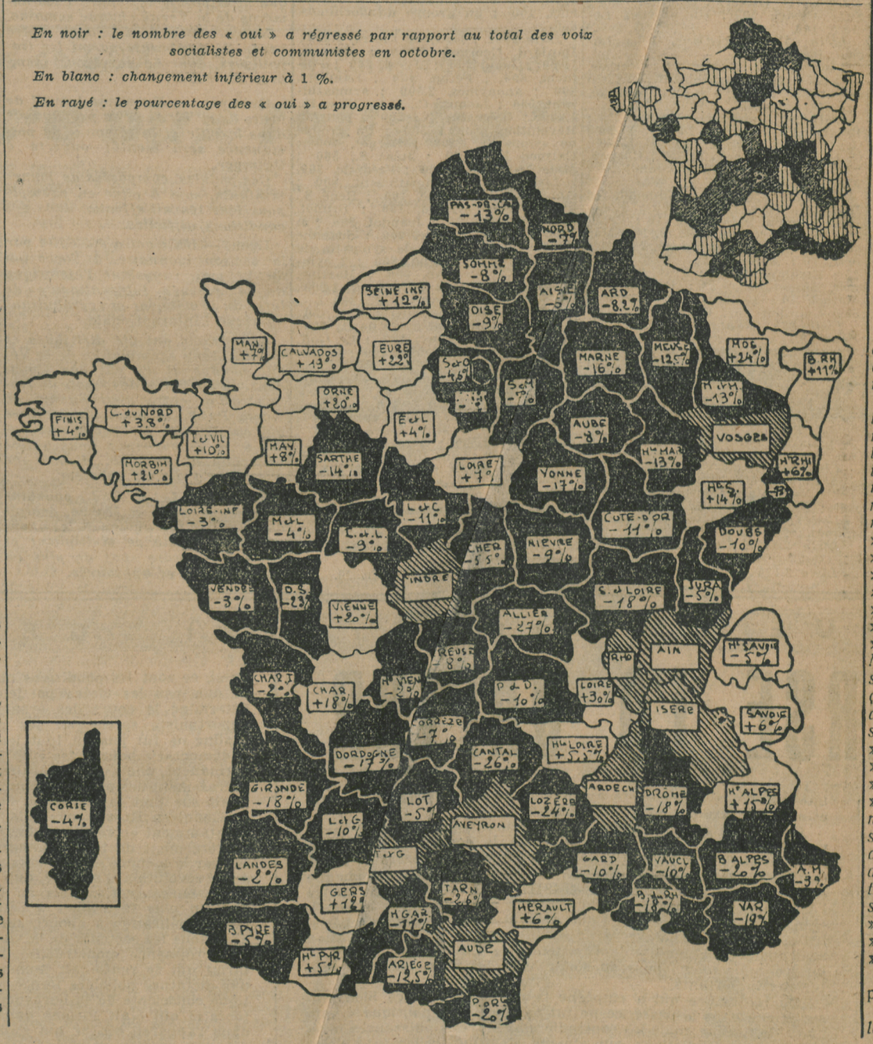
Le but de la manœuvre est clair. Il s'agit pour la bourgeoisie française de faire croire qu'il y a un fort mouvement cochinchinois contre le Viet-Nam en opposant aux véritables représentants viet-namiens venus à Paris une petite clique de renégats qui ne représentent rien et qui, en Cochinchine, sont traités par le peuple comme Philippe Henriot le fut à Paris.

Le Parti Communiste Internationaliste et le groupe bolchevik-léniniste viet-namien résidant en France dénoncent devant les travailleurs LES LARBINS COCHINCHINOIS DE LECLERC.

En noir : le nombre des « oui » a régressé par rapport au total des voix socialistes et communistes en octobre.

En blanc : changement inférieur à 1 %.

En rayé : le pourcentage des « oui » a progressé.



E D I T O R I A L

Le P.C.I. champion de la lutte pour le PAIN et les SALAIRES

POUR exploiter à fond leur victoire du 5 mai, les partis bourgeois entendent continer, lors du scrutin du 2 juin, le « débat constitutionnel », c'est-à-dire les discussions sur la question du provisoire, sur les avantages et les désavantages de la Constitution, etc. Bon prétexte pour ne pas entendre parler ravitaillement, blocage des salaires, misère des masses laborieuses. Bon prétexte aussi pour leurrer la petite bourgeoisie.

Au lieu de démasquer cette politique, les Daniel Mayer et les Thorez se placent sur le même terrain. Le Comité directeur du Parti socialiste déclare qu' « il faut sortir du provisoire » et affirme être prêt à « reprendre toutes les solutions transactionnelles envisagées antérieurement ». De son côté, le Comité central du Parti communiste français parle de la « nécessité de l'union des Français » et Cogniot demande l'union des républicains « ceux du oui comme ceux du non ».

Ainsi toute la bataille pour la Constitution n'a eu, pour les dirigeants staliniens et réformistes, qu'un caractère démagogique puisque, dès maintenant, ils se préparent avec complaisance à toutes les concessions.

⁂

LE Parti Communiste Internationaliste a voté OUI le 5 mai, à côté des deux partis se réclamant de la classe ouvrière, parce que ceux-ci se trouvaient seuls face à l'ensemble des partis bourgeois et parce que ce OUI était pour les travailleurs le OUI pour la rupture avec la bourgeoisie.

Les masses laborieuses entendent lutter pour le PAIN et les SALAIRES alors que tous les partis évitent précisément de placer le combat sur ce terrain.

La voie pour consolider face à la bourgeoisie le bloc de la classe ouvrière et pour attirer vers lui les couches de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, est celle de la rupture de la collaboration avec la bourgeoisie, est celle de la rupture du « tripartisme ».

C'est pourquoi nous, Parti Communiste Internationaliste, nous nous faisons le champion de la lutte pour un gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T., gouvernement qui ne naîtra pas des combinaisons parlementaires, mais de la mobilisation des masses laborieuses dans la lutte acharnée contre la bourgeoisie, pour le triomphe de leurs revendications.

L'expérience du 5 mai ne pourra être le véritable point de départ de la préparation d'une offensive ouvrière contre l'ensemble du régime bourgeois, que dans la mesure même où nous, Parti Communiste Internationaliste, champion de la lutte pour le PAIN et les SALAIRES et pour le GOUVERNEMENT P.S.-P.C.F.-C.G.T., nous grouperons sur nos listes un nombre important des voix des masses laborieuses.

Ici, on fait la queue... pour des légumes. Là, on trouve de tout !

A VANVES où elle a dirigé

Un Comité de Ménagères de 800 femmes

Madeleine KAHN nous parle DU RAVITAILLEMENT

On m'avait donné l'adresse de Madeleine Kahn à Vanves.

Quand je suis arrivé à Vanves, j'avais perdu l'adresse ! Mais il y avait une queue devant des choux-fleurs. Avec scepticisme, j'ai interpellé la queue : « Connaissez-vous Madeleine Kahn ? » Aussitôt, une ménagère me répond : « Madeleine, bien sûr que je la connais. » Je précise : « Madeleine Kahn ». « Mais oui, Madeleine, quoi ! Vous allez prendre telle rue à droite, tourner à gauche... c'est au numéro 98... » J'arrive chez Madeleine et lui raconte comment j'ai obtenu son adresse :

— Tu sembles être connue dans le pays !

— *Rien d'étonnant*, me répond Madeleine. *J'habite Vanves depuis trente-deux ans ! Je milite depuis plus de dix ans. Et puis je me suis occupée du Comité de ménagères, alors...*

Nous voici au nœud de la question.

— A quelle époque s'est formé le Comité de ménagères de Vanves ?

— *A la libération.*

— Sous quelle impulsion s'est formé ce Comité ? Quelle a été son importance ?

— *J'étais à l'U.F.F. et c'est l'U.F.F. qui partout prenait l'initiative de former des Comités de ménagères.*

— Quel objectif donniez-vous à ces Comités ? Quels étaient vos moyens d'action ?

— *Tout l'échec de l'expérience de ces comités provient justement du fait qu'ils n'avaient pas d'objectifs précis.*

» Les responsables centrales de l'U.F.F. s'efforçaient de freiner les initiatives de la base en réduisant le rôle des comités au vote de protestations adressées au préfet... Les ménagères venaient constamment nous trouver sur les marchés pour nous déclarer : « Venez vite avec » nous, il y a un marchand qui » vend des bas au marché noir.. » Les choux-fleurs ne sont pas à » la taxe... On donne 5 kilos de » marrons par personne, il faudrait n'en donner qu'un pour » satisfaire tout le monde », etc. Mais nous n'avions aucun pouvoir ; sans doute, parfois, les commerçants, craignant notre action, vendaient à la taxe, mais ils nous disaient : « Que voulez-vous ? Nous » achetons aux grossistes à un » prix supérieur à la taxe de détail. Adressez-vous aux gros» sistes. » C'était juste. D'ailleurs, nous avons fait un comité de liaison avec le Groupement d'achat des petits commerçants. Ils étaient d'accord avec nous pour lutter contre les intermédiaires et nous disaient : « Il faut que les ména» gères viennent avec nous aux » Halles pour empêcher les gros» sistes de faire du marché noir ».

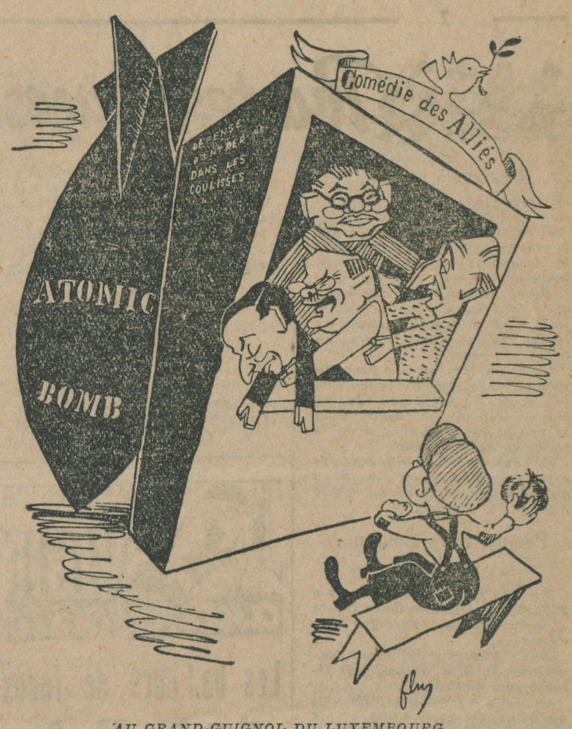
— Et les ménagères, quelles propositions faisaient-elles ?

— *Elles étaient d'accord avec les petits commerçants pour aller contrôler aux Halles la répartition et les prix. C'est sous l'impulsion de la base qu'eurent lieu les manifestations du Vél' d'Hiv' et de l'Hôtel de Ville. Par la suite, s'apercevant que ces manifestations ne donnaient pas grand résultat, elles proposèrent de prendre contact avec la C.G.T. afin que les syndicats déclenchent une grève de vingt-quatre ou de quarante-huit heures pour appuyer leur action.*

— Que répondirent les responsables syndicaux ?

Marcel BEAUFRERE.

(Lire la suite en 3e page.)



AU GRAND-GUIGNOL DU LUXEMBOURG
— Chiqué... on connaît le coup !

UN AN APRÈS LA "FIN DES HOSTILITÉS" EN EUROPE...

Les "Quatre" préparent-ils LA PAIX ou LA GUERRE ?

On aurait pu croire qu'au sortir d'une guerre de six ans qui a coûté 50 millions de morts et des souffrances indicibles, une conférence destinée à préparer la paix susciterait, sinon l'enthousiasme, du moins l'intérêt ou l'espoir des masses. Il n'en est rien.

La diplomatie secrète contre les peuples

Ce qui se discute exactement dans ces conférences, c'est le secret des dieux, ou plus exactement des trusts et de ces messieurs de la carrière diplomatique.

La diplomatie secrète bat son plein. Tant que c'était l'état de guerre, on pouvait prétexter que les oreilles « ennemies » écoutaient. Mais maintenant que la guerre est terminée, contre qui prétend-on devoir garder le secret des délibérations et des accords ? Les chancelleries de tous les pays « vaincus » sont très exactement tenues au courant par leurs services diplomatiques et d'informations. Les banques, les magnats de la finance et de l'industrie ont leurs hommes qui assistent, en tant qu'experts ou conseillers, aux négociations. *Il n'y a donc, dans les faits, que les masses laborieuses de tous les pays qui soient tenues dans l'ignorance.*

Un « tournant » dans la politique anglo-américaine

Les informations, si minimes soient-elles, qui nous parviennent des entretiens Byrnes-Molotov-Bevin-Bidault, montrent déjà qu'il faut s'attendre une fois encore à un nouvel échec.

Comment en serait-il autrement alors qu'aux Etats-Unis tous les porte-parole de Wall-Street rivalisent d'ardeur pour battre le tambour de guerre contre l'U.R.S.S. ? Le discours de Churchill à Fulton, prononcé avec l'assentiment de Truman et de Bevin, a marqué un « tournant » dans la politique anglo-américaine. Celle-ci n'a pas cessé, depuis, de se « raidir », et l'affaire iranienne comme la discussion sur le problème espagnol ont prouvé que les financiers de Wall-Street et de la City passaient à l'offensive contre l'Union soviétique.

Tous les compromis partiels, tous les accords de dernière heure ne trompent plus personne. Les délégués américains et anglais, avec l'appui d'autres délégués de puissances capitalistes, n'ont-ils pas insisté pour maintenir la question iranienne à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, alors que l'accord avait été signé à Téhéran entre l'ambassadeur soviétique et le Premier iranien ? La guerre entre les troupes du gouvernement nationaliste de Nankin et les troupes de l'armée rouge chinoise ne continue-t-elle pas à ensanglanter la Mandchourie ? N'est-elle pas, en réalité, un conflit entre l'impérialisme américain désireux de s'assurer en totalité le marché d'Extrême-Orient, et le gouvernement de Staline, qui cherche à éloigner, dans ce secteur aussi, la menace américaine ? L'impérialisme américain et l'impérialisme britannique ne font-ils pas tout leur possible pour éviter une action décisive contre le dictateur fasciste, Franco ?

Tous ces conflits, qui portent en germe la menace d'une troisième guerre mondiale, se profilent derrière la Conférence des Quatre.

(Lire la suite en 2e page.)

Les Travailleurs veulent...

Toute la lumière sur les dossiers DU MAJESTIC

par LOUIS MAGNIN

TRUSTS américains, français, allemands, se sont tendu la main par dessus les horreurs de la guerre impérialiste !

Les preuves de la collaboration internationale des marchands de canons, des industriels, des banquiers, existent réellement !

MAIS ELLES SONT SOUS BONNE GARDE !

⁂

Il y a quelques jours, l'affaire des « archives économiques du Majestic » a rebondi. Des journaux ont annoncé qu'une délégation de magistrats avait examiné à Berlin-Tempelhof, les dossiers des services économiques du Dr Michel (Commandement militaire allemand en France). D'autres ont déclaré que quatre-vingts caisses d'archives étaient enfin parvenues à Paris. D'autres enfin, les plus optimistes (ou les plus démagogues), ont ajouté qu'on « allait voir ce qu'on allait voir ».

En réalité on n'a rien vu du tout. Et pour cause. Il n'y avait paraît-il rien à voir. A peine la nouvelle était-elle lancée, qu'une campagne de presse s'organisait pour étouffer dans l'œuf de telles imprudences. Dossiers du Majestic ? Jamais entendu parler. Archives de collaboration économique ? Pas même de quoi justifier une enquête...

Et surtout, pas d'histoires...

Voici ce qu'en disait « Paris-Presse », le 5 mai 1946, qui enterre l'histoire, semble-t-il, pour de bon :

« La partie des documents qui « émanait des services économi« ques du Dr Michel, s'est révélée « insignifiante : les « 20.000 dos« siers » se réduisent en réalité à « quatre. »

Et voilà. Passez muscade, le tour est joué. Comme certains journaux avaient soulevé le lièvre, on a annoncé l'arrivée des dossiers à Paris, on les a « examinés », et on nous a dit qu'il n'y avait pas de quoi fouetter un chat. Encore bien moins un banquier collaborateur. « Franc-Tireur » et son « Mur de l'Atlantique », « l'Humanité » et sa « Table Ronde » sont apparemment satisfaits de l'explication : après avoir fait beaucoup de bruit, ils se résignent à admettre par leur silence que c'était pour pas grand' chose. Et le brave lecteur s'en va tout soulagé de savoir que cette fameuse internationale des trusts n'existe pas.

Voici la vérité

Les soi-disant «dossiers du Majestic » ramenés à Paris ne sont pas les archives de la collaboration économique. Les dossiers du Majestic, les vrais, ceux qui montrent en détail comment les capitalistes s'enrichissent sur les cadavres des travailleurs, sont en zone américaine d'occupation, très exactement à Cassel, où se trouvent les archives de la collaboration économique en général, et à Grischeim, près de Francfort, où sont plus spécialement ceux de l'électro-chimie.

Là sont entassées des tonnes de documents concernant des noms bien connus du monde industriel, concernant les profits de guerre, les tractations, le trafic immonde d'énormes sociétés dans le genre d'Ugine, Pechiney, Francolor, Kuhlmann, pour la France ; Dupont de Nemours, pour les Etats-Unis, etc.

Et les précautions sont prises non seulement pour qu'on ne s'en approche pas, mais aussi pour qu'ils soient triés avec soin et expurgés, au cas où un jour peut-être (on ne sait jamais) il faudrait les rendre publics.

En effet, ce sont les grosses sociétés elles-mêmes qui ont envoyé leurs propres ingénieurs et techniciens sur place. Ils ont fait leurs demandes au secrétariat civil pour les Affaires allemandes de René Mayer, qui bien entendu s'est empressé de leur attribuer l'équivalence du grade de colonel, lieutenant-colonel, etc. Avec la complicité des autorités américaines, toutes aussi intéressées à la question, ces spécialistes sont aujourd'hui sur place, en zone américaine, comme « observateurs » français, chargés de la garde des précieux documents.

messieurs les ministres ! Répondez,

Ce ne sont pas des affirmations en l'air. Elles nous conduisent à poser clairement les questions, et à réclamer une réponse :

— Est-il vrai, monsieur Teitgen, que ces « dossiers du Majestic » existent, et soient à Cassel et à Grischeim ?

— Est-il vrai, monsieur Mayer, que des « observateurs » français, liés aux compagnies « intéressées », soient sur place pour participer à la garde des documents ?

— Quelles sont les démarches qui ont été entreprises pour obtenir des autorités américaines le retour en France de ces archives, et leur publication intégrale par le gouvernement ?

Messieurs les Ministres socialistes et communistes, vous prétendez combattre l'impérialisme et les trusts : en voilà des trusts, et des beaux ! voilà des « traîtres » à exproprier, et des industries à nationaliser sans indemnités ni rachat ! Mettez-nous au courant de votre combat, dites-nous ce que vous avez fait pour démasquer les profiteurs de guerre, dites-nous ce qui vous empêche de le faire ! Assez de paroles, voilà des faits !

LE 16 MAI à 20 h. 30 A LA MUTUALITÉ

GRAND MEETING du P. C. I.

Orateurs : FAVRE BLEIBTREU Secrétaire général du P. C. I. DEMAZIÈRES

Pointes Rouges

Le cœur à gauche, le portefeuille à droite

Herriot est un bourgeois qui trompe les petits commerçants et les artisans de Lyon et d'ailleurs depuis plus de vingt ans.

Mais, au nom de l'alliance avec tous les « républicains », le P. C. F. a assuré, comme on le sait, sa réélection à Lyon en octobre dernier.

Ce brave Herriot a même été nommé président d'honneur de l'U. J. R. F. Bien entendu, ce bon républicain se trouve dans le camp du « non », avec le sabre et le goupillon.

Ce qui ne l'a d'ailleurs pas empêché d'inaugurer la foire de Lyon aux côtés du socialiste S.F.I.O. A. Philip...

Peuple, tu es glouton... te dit-on

En 1936, le réactionnaire Flandin faisait des mots sur le « matérialisme sordide des masses ».

Dans Perrache-Bellecour, *organe du P. C. F. de Lyon, de février, on peut lire :*

« ...La vie n'est pas faite uniquement de mangeaille et de beuveries, il y a des conceptions d'un ordre plus élevé. Il faudrait sortir un peu de ce matérialisme qui nous ravale au rang des animaux... »

Eh bien ! ménagère et lampiste, vous ne vous sentez pas honteux après avoir lu cela ! Assez de beuveries ! et de mangeaille !

Les pauvres bougres meurent discrètement

Mais le sermon de carême continue en ces termes :

« ...N'exagérons rien, nous mangeons, et il ne nous est pas donné bien souvent de voir de pauvres bougres tomber d'inanition. »

Jésuite, va ! Allez donc un peu voir les statistiques sur la tuberculose dans l'enfance et les milieux ouvriers.

Un remède, chanter !

Peu importe au scribouillard, qui termine sur une note gaie :

« Partant du principe qu'en France tout finit par des chansons, supportons gaiement ces mauvais jours dans l'attente de meilleurs qui ne sauraient tarder. »

Gentil monsieur, n'est-ce pas ? Eh bien ! chantons, dansons : ça se fait beaucoup autour d'un buffet.

Un ardent défenseur des cheminots

Un cheminot de Bordeaux-Saint-Jean nous signale le fait suivant :

« Dans la Tribune *des cheminots du 15 avril, je lis :*

» Les cheminots ne demandent pas le paiement des heures supplémentaires, mais simplement de la majoration. »

» Et c'est signé Dupuy, secrétaire fédéral de la Fédération des cheminots, membre du bureau politique du P. C. F. et député de la Gironde.

» Mais si, camarade Dupuy, les petits cheminots réclament le paiement des heures supplémentaires, ce qui leur ferait environ 1.000 francs, tandis que la majoration ne leur fait que 300 francs. Si votre campagne électorale ne vous prend pas trop de temps, allez donc voir un peu les gars de la voie. »

Le caoutchouc en danger. France, réveille-toi !

Un certain Meillier faisait vendredi dernier une conférence sur l'Indochine et les événements actuels. Bien entendu, ce monsieur a longuement parlé de la mission civilisatrice de la France.

Je dois vous dire que la conférence se déroulait à l' « Institut français du caoutchouc ».

Pendant que les ministres de Vichy se présentent aux élections

En août 1943, Marcel Goasduf, militant du Front ouvrier clandestin de Brest, était chargé par son organisation de participer à une affaire de récupération.

Recherché par la police française et la Gestapo, il part pour Nantes, est victime d'un bombardement et s'en sort avec de multiples blessures et une jambe en moins.

Après la libération, il fait les démarches officielles pour obtenir une pension de mutilé.

Le 19 avril, un gendarme vient l'arrêter. Décret de Vichy ! Au dépôt, on lui enlève le lacet de son unique chaussure. C'est la loi ! Par contre, on oublie de l'interroger. Au bout de six jours, il est relâché sans autre explication. Militants ouvriers, anciens résistants, en l'an de disgrâce 1946, ayez toujours un casse-croûte prêt... à tout hasard.

SPARTACUS.

La VIGIE antifasciste

Les bailleurs de fonds du P. R. L.

A l'occasion de la campagne électorale, nous assistons à un effort extraordinaire des partis de la bourgeoisie.

Dans tout le pays, les appels grandiloquents pour la défense de la propriété... capitaliste retentissent. Comment une poignée de réactionnaires peuvent-ils sur le terrain de la propagande, mettre en échec les grandes organisations de la classe ouvrière qui comptent des centaines de milliers de cotisants et d'adhérents ?

D'où vient l'argent du P.R.L. ?

Pour le savoir, il suffit de se demander au service de qui est la politique du P.R.L. Aux industriels, aux financiers, aux capitalistes.

Ces derniers savent reconnaître leurs défenseurs. Jugez-en :

Le 3 avril, au siège de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de couverture-plomberie, 3, rue de Lutèce, à Paris, s'est tenue une réunion d'entrepreneurs.

Un concours financier fut demandé à tous les assistants en vue de *subventionner le P.R.L. « L'Epoque »* et toutes les organisations et journaux antiouvriers.

Cette action doit être menée par la caisse centrale de Propagande antimarxiste, 31, avenue Victor-Emmanuel.

A cette réunion également, fut mis au point un plan pour obtenir à l'occasion des élections, le déplacement de 20 voix au moins, nécessaires pour aboutir à un changement de majorité au Parlement.

Dans ce but, la *Fédération parisienne du Bâtiment* s'est engagée à VERSER 11 MILLIONS. La part de la Couverture-plomberie se monte à 1 million.

Comme elle occupe 5.000 ouvriers dans la Seine, chaque patron devra verser entre 500 et 1.000 francs par ouvrier occupé.

Note cela, camarade du bâtiment. Le patron verse à la caisse antiouvrière, entre 500 et 1.000 francs par ouvrier occupé. Autrement dit, *c'est le prix des heures supplémentaires qu'on te demande de faire... pour relever le pays !*

Tu as payé la matraque que la bourgeoisie brandit au-dessus de ta tête

Tous les faits que nous signalons ont été indiqués dans une affiche apposée sur quelques murs de Paris par le P.C.F. qui demande « combien verseraient à la caisse antimarxiste les magnats de la métallurgie, etc. ».

Cependant, dénoncer cette action du patronat, ne suffit pas.

Que doit-on faire contre l'offensive du capital ?

Et c'est là où les mots d'ordre du P.C.I. se montrent plus justes que jamais. Que ce soit le « contrôle ouvrier » ou « l'échelle mobile des salaires »,

Tout ce que nous arracherons au patronat ne tombera pas dans la caisse antiouvrière.

Pour la première fois dans un journal de la C.G.T. apparaît L'ANTISÉMITISME *poison venimeux du fascisme*

Cela a commencé par une attaque de Pierre Hervé, dans *Fraternité*, accusant les « agitateurs trotskystes » d'être composés de « 80 % de juifs ». Dans le même article, Hervé lançait une pointe contre la finance juive. Ces procédés, rappelant ceux de la propagande de Gœbbels, ont provoqué un certain émoi, y compris dans les rangs du P. C. F.

Un nouvel exemple vient s'ajouter aujourd'hui à l'article tristement célèbre d'Hervé. Il s'agit d'un article publié par le *Bulletin intérieur du groupe syndical C.P.P.B.C.M. et T. P.* (Syndicat des employés de l'office professionnel du bâtiment et des travaux publics). Ce bulletin est daté de janvier-février 1946. Dans un article intitulé : « Un peu d'air, S. V. P. », nous lisons ce qui suit :

Aussitôt la Libération, il y eut un enthousiasme qui aurait pu faire croire à une reprise des affaires... Le peuple, qui avait souffert son compte, crut que le travail allait devenir générateur de vie, il n'en fut rien... Il aurait fallu une politique des prix implacable, et surtout étrangler les individus qui spéculent sur la misère du pauvre monde... Le passé ne nous ayant rien laissé dans la tête, nous revoyons les mêmes hommes au pouvoir, les combinards, LES JUIFS, les financiers et les politiciens. *Les sans abri sont toujours dehors... Les Français sont nus, les garde-manger sont vides.*

R. LAMIRAND
(secrétaire de la sous-section C.P.P.B.C.M. et T.P.).

Ce bulletin porte la mention C.G.T. et Chambre syndicale des employés de la R. P. Nous devons avouer que, stupéfaits de trouver un langage *typiquement fasciste* dans un journal de la C.G.T., nous nous sommes assurés de son authenticité. Aucun doute ne subsiste à ce sujet. Le signataire de l'article, qui a au moins le courage de ses opinions (contrairement aux auteurs anonymes de tracts antisémites), est un militant du parti communiste français, connu chez les syndicalistes des employés de la R. P.

C'est là un symptôme suffisamment grave des conséquences de la propagande chauvine dans la classe ouvrière pour que nous ayons cru de notre devoir de le signaler.

En abandonnant l'internationalisme, la classe ouvrière ouvre la voie à toutes les dégénérescences. Les partis ouvriers, qui faussent la conscience de classe du prolétariat en se faisant les apôtres de l'idéologie bourgeoise périmée, ouvrent une voie dangereuse dont les fascistes pourront se servir demain. Vous poussez sur la roue pour écraser l'Indochine ! Vous poussez sur la roue pour écraser les juifs ! Vous n'aurez pas la force d'arrêter son mouvement sur la pente fatale.

Pour notre part, nous ne laisserons pas prostituer le communisme. Il n'y a pas de communisme « national », il n'y a pas de communisme chauvin. Il y a le communisme de Lénine, qui fait table rase de tous les concepts barbares de la morale bourgeoise et restera le champion de toutes les causes justes.

Luttant pour son émancipation, la classe ouvrière est l'alliée naturelle de toutes les victimes du capitalisme putréfié.

Dans toute l'Histoire, les grandes vagues antisémites ont été le prélude de la réaction. Lutter contre l'antisémitisme, c'est le devoir élémentaire des révolutionnaires.

Marcel BEAUFRERE.

Paix ou guerre ?

(Suite de la première page)

Non seulement celle-ci n'essaie même pas de les résoudre, mais encore elle en fait surgir d'autres, qui, pour ne pas être nouveaux, sont mis cette fois en pleine lumière, et concernent l'Europe proprement dite.

Le repartage de l'Europe

Qu'est-ce à dire, sinon que la fin de la guerre a mis en lumière tout ce que l'alliance des impérialismes « démocratiques » et de l'Union soviétique avait de précaire et de provisoire. Les Quatre, et, pardessus tout, l'impérialisme américain et l'U.R.S.S., ne se font plus aucune illusion sur la possibilité d' « organiser » la paix.

Ce que Wall-Street recherche à la faveur de semblables conférences, c'est de dresser les peuples contre l'Union soviétique accusée... d'impérialisme (!) Rappelons pour mémoire la campagne d'excitation au sujet de l'Iran.

De son côté, l'U.R.S.S. ne cherche qu'à gagner du temps pour renforcer sa propre puissance militaire et son influence dans les pays qui, comme la Pologne, l'Allemagne orientale, les Etats balkaniques, l'Iran, la Mandchourie, constitueraient une protection éventuelle en cas de conflit.

C'est la guerre qu'ils nous préparent

En réalité, ce qui se complote aujourd'hui à la conférence du Luxembourg, ça n'est pas la préparation d'une paix durable que tous les peuples souhaitent, mais, au contraire, la *préparation diplomatique de la troisième guerre mondiale.*

Les sourires officiels des Quatre Grands et le secret qui entoure leurs entretiens ont pour seul but de cacher aux peuples du monde entier la menace qui pèse sur eux.

Lutter contre la guerre, c'est dénoncer la *diplomatie secrète.*

Dénoncer la *paix de brigandage* et de *rapines*, germe de nouveaux conflits monstrueux.

C'est là aujourd'hui la seule politique qui soit conforme aux intérêts des opprimés du monde entier.

S. R.

Quatre années sont passées depuis la mort de Léon Lesoil, un des plus représentatifs militants de la IVe Internationale, un des meilleurs dirigeants de notre section-sœur de Belgique.

Lesoil, fils de l'ardente terre boraine, est mort en révolutionnaire, victime de la répression capitaliste et fasciste au camp de concentration de Hambourg-Neuengamme. Arrêté le 22 juin 1941, il fut achevé dans le camp nazi le 6 mai 1942.

Un dernier effort pour le MILLION

Avant dernière liste pour le million. Continuez la campagne de souscription.

Le prochain numéro de la vente dira si notre campagne pour un million a abouti.

De toute façon, entre temps, sera ouverte la campagne électorale. Elle coûtera cher au parti. Il ne faudra pas relâcher une minute les efforts pour soutenir financièrement le parti. Continuez à récolter des fonds. Continuer à souscrire. Continuez à combattre pour que des députés trotskystes puissent aller défendre au Parlement les revendications des travailleurs.

Listes des souscriptions

Liste 1.386 (premier versement) : Labord, 100 ; Duvernois, 1.000 ; Soutien de la V. pour le million, 75.

Liste 376 (Bretagne) : Pierre, 100 ; Pépé, 100.

Liste 377 (Bretagne) : Lulu, 50 ; Yves, 10.

Liste 378 (Bretagne) : Fanch, 250 ; M. C., 150.

Liste 358 (Bretagne) : François, 100 ; C. F., 300 ; Mimi C., 200.

Liste 1.379 (2e versement) : Spiro, 500.

Liste 1.250 (R. P.) : Comte, 100 ; Irène, 50 ; Nguyen, 100 ; Denise, 500.

Liste 1.427 : Larguet, 100 ; Denise, 25 ; Sainmont, 100 ; Lande, 20.

Liste 2.132 : Jean Marie, 10 ; Pierre, 100 ; Adèle, 100 ; Sympathisant, 50 ; René, 200 ; X., 300 ; Achille, 500 ; Gringale, 50 ; Michèle, 200 ; Nadeau, 100.

Liste 1.370 (2e versement) : M. G., 200 ; Larue, 500.

Liste 00.756 : Un ami, 5 ; Un camarade, 20 ; Deux camarades, 25.

Liste de Reims (2e versement) : N. A., 575 ; V. L., 50 ; Bernard, 20.

Liste 1.370 : Fabry, 1.000 ; S. Perot, 50 ; Un ancien B. L., 500.

Liste 2.110 : Réfugié espagnol, 100 ; Réfugié espagnol, 500 ; Réfugié espagnol, 50 ; Mimenda, 50 ; Un métallo, 50 ; Un ex-militant du P. C. F., 10 ; Bonne chance, 20 ; Louis C. H., S.E.I.O., 20 ; Freysse, 10 ; Sans parti, 20 ; Picaporte, 10.

Liste 1.284 : Alain, 1.000 ; Walaert, 300.

Liste Tranh-dau (premier versement) : 20.000.

Liste 1.403 (premier versem.) : 100.

Liste 1.183 : Fripplat, 20 ; Roth, 20 ; X., 10 ; Schl, 10 ; Kanisky, 20 ; Org, 10 ; Un stalinien objectif, 10 ; M., 10.

Liste 1.191 : Jeanot, 20 ; El., 30 ; Gérard, 45 ; Vaccarino, 20 ; Uric, 25 ; Chaussy R., 20 ; Laureysses, 10 ; Brunel, 10 ; Marché Suresnes, 25 ; M. S., 100 ; Mansion, 100 ; Dubonnet, 25.

Liste cellule du XIVe (Un groupe de métallos des usines Decoufflé) : Lefèvre, 50 ; Pachet, 20 ; Crestot, 20 ; Nicolle, 20 ; Gaudet, 20 ; Lehr, 20 ; Pichon, 10.

Liste Cheminots de Montrouge : Ardouin, 100 ; Le Goff, 35 ; Moreau, 10 ; Saintot, 10 ; Corbel, 10 ; Guechen, 10 ; Au cours d'une vente au dépôt, 30 ; Plusieurs anonymes, 45.

Cellule du XIVe : Guth, 20 ; Arbogart, 50 ; Bontard, 100 ; Benejean, 100 ; P. S. Benix, 500 ; Anonymes vente du 28/4, 10 ; Pierrot, 100 ; Ritou, 50 ; Nata, 50 ; Cité, 10 ; Cajard, 50 ; Lapin, 20 ; Maria, 50.

Liste 1.172 : Un groupe d'apprentis S.N.C.F. sympath., 880.

Permanence : Anonyme, 500 ; Une sympath. des groupes d'études marxistes, 200 ; Anonyme, 100 ; Anonyme, 200 ; Un petit groupe 1830, 1.850.

Liste Lafont 7e : Robert (Hotchkiss), 125 ; Lafont, 2.000 ; Robert (sous-chef de bureau), 150 ; Edmond (menuisier), 100.

Liste 1.425 : Maurice, 50 ; Lucien, 50 ; Une modeste ouvrière, 10 ; Un P.T.T., 30 ; Dupeyrat, 15 ; Ferdinand, 20 ; Dédé, 50 ; Aline, 20 ; Arcely, 50.

Liste 1.015 (Saumur) : Bbi, 50 ; Logeais, 200 ; Pour le front de la Révolution, 50 ; Un stagiaire, 100 ; Une veuve de guerre, 50 ; Blourchud, 50 ; Anonyme, 50 ; Anonyme, 100 ; Un cheminot, 100 ; Anonyme, 50.

Liste Angers : Tidone, 500.

Permanence : Un permanent, 20.

Liste 1.161 (premier versement) : Madeleine Kahn, 500 ; Un sympath. de la Butte Rouge, 200 ; Lecoq, 50 ; Jo, 50 ; Gaby, 50.

Liste 1.444 : Alline, 100 ; Haupetit, 20 ; Clambin, 10 ; Vovait, 20 ; Fégaut, 20 ; Gervais, 100 ; Soloaron, 10 ; Vilaine, 20 ; Moulou, 20 ; Noël, 10 ; Crapet, 10 ; X., 10 ; X., 10 ; Huguenin, 10 ; X., 20 ; Ducros, 50 ; Breton, 7 ; Guéry, 25 ; Gourgouillou, 20 ; Seroux, 10 ; Bourgues, 10 ; Calmus, 20 ; Debarge, 20 ; Couard, 30 ; Sicot, 30 ; Gargant, 28 ; Lambert, 100.

Liste 1.158 (2e vers. Creil) : Marguerite et Henri, 100 ; Jules, 50 ; Odette Bagno, 10 ; Antoine, 20 ; E. Prunier, 100 ; X., 100.

Liste L. I. : L. I., 1.000 ; Fernande, 2.000 ; La Suisse, 500.

Liste 225 : Fay, 1.000 ; Anonyme, 50 ; Dix gosses, 27.

Liste 1.476 (St-Leu-Taverny) : Cellule de Taverny, 2.440.

Liste 1.413 : Tomezea, 50 ; Dorn, 150 ; Chartier, 20 ; Gatmy, 5 ; Giordano, 150.

Liste 1.409 (premier versement) : Giordano, 150 ; Dornier Georges, 50 ; Idoun Louis, 100 ; Blanchet René, 50 ; Lambert Dornier, 50.

Liste 1.458 : Bienvenu, 100 ; Pierre D., 100 ; Mézières, 100 ; Trombout, 20.

Cellule 17e-18e : Liste Rémy Mex et Loulette, 500 ; L. M., 100 ; Liste Huet, 50 ; Liste Sylvie, 200.

Liste 1.312 (Houilles, 2e versem.) : Gérardin fils, 30 ; Gérardin père, 25 ; Le Minous, 25 ; Le Gall, 30 ; Cadet, 25 ; Casteizt, 20 ; Dréaut, 20 ; Hotreff, 20 ; Minet, 20 ; Guillaume, 100.

Liste 1.310 (Houilles, 2e versem.) : R. L., 15 ; P. L., 20 ; James, 100 ; Eugène T., 50 ; Ollivier, 100.

Liste 1.241 : S. M., 10 ; Jacqueline, 50.

Liste 1.209 : Germaine, 20 ; Dans une vente, 20.

Liste 1.248 : Rolande, 100 ; Roger, 50 ; Pierrot, 50 ; Max, 50.

Liste 1.213 : J. L., 100 ; R. L., 50 ; B. M., 100 ; R. V., 100 ; M. L., 50 ; M. C., 100 ; M. M., 50 ; Deux anonymes A. L. et G. G., 700.

Liste 1.455 : Un groupe de sympath. S.N.C.A.C., 50, 50, 20, 20 ; Hermann, 25.

Liste 1.141 : Chaix, 100 ; Bauchet, 100 ; Lanzt, 500 ; Léon, 100 ; Serge, 100.

Liste 1.145 : Moussia, 100 ; Vanirken, 100.

Cellule du VIe (détail non communiqué), 1.000.

Cellule de Choisy (détail non communiqué), 2.270.

Liste 1.370 : L. S., 500.

Liste 3.423 : L. C., 1.000 ; Antoine, 100 ; Cartin, 100 ; Suzanne, 1.000 ; X., 50 ; Deux sympathisants, 500 ; Un lecteur de la V., 150 ; Georges B., 2.500.

Liste 3.121 : Sympathisant, 50 ; Georges, 25 ; Duval, 100 ; X., 100 ; Jacques G. (collecte), 25.000 ; Un lecteur de la V., 500 ; X., 150 ; Soutien pour le million, 1.000 ; Cinq instituteurs, 1.000.

Liste 1.413 : Un sympathisant de Nantes, 500 ; Un médecin, 100 ; Deux socialistes S.F.I.O., 200 ; Une déportée d'Auschwitz, 500 ; Soucaille, 20 ; Une sympathisante de Vendée, 20 ; Une institutrice déportée, 200.

Liste 690 : Cinq camarades de l'Arbresle, 100.

Liste 328 : Jean R., 500 ; Un soudeur, 25 ; Un autre soudeur, 25 ; Un troisième, 25 ; X., 100 ; X., 150 ; Un abonné, 250 ; Duclan, 1.000.

Liste 437 (Bretagne) : Bizien G., 20 ; Thomas L., 10 ; Themido J., 10 ; Le Borgne, 10 ; Un sympathisant, 25 ; Un B. L., 50 ; Un sympath., 10 ; Lavanant, 10 ; Caous R., 10.

Liste 390 (Quimper) : André Le Bris (S.N.C.F.), 50 ; Marguerite Pencanet, 50 ; Un ancien F.F.P., 20 ; Un pêcheur de Douarnenez, 20 ; Un F. T.P., 20 ; Deux marins de Tréboul, 40 ; R. Perrot, 100.

Liste 471 (Brest) : Cellule I, 305 ; Suzy Castel, 500 ; Un de chez Leclerc, 100.

Liste 423 : Christiane, 50 ; Lucien, 100.

Liste 3.642 : Abonné, 25 ; Georges, 25 ; X., 500 ; Sympathisant, 50 ; Un soldat, 125 ; Gisor, 500 ; Anonyme, 50.

Liste Langlois : 10.000.

Liste 292 (Quimper) : Un ami, 210 ; Roland, 10 ; Rannar, 20 ; P. Y., 20 ; G. P., 20 ; Un ouvrier, 20 ; B. L., 20 ; C. H., 100 ; Un ouvrier, 25 ; Rozars, 20 ; G. G., 50 ; Un cheminot, 10 ; Fred, 100.

Liste 227 (Couëron) : Edmond, 8 ; Etrillard, 50 ; Henin, 100 ; Roger, 100 ; Goupil, 10 ; Mabit, 10 ; Corbi, 10 ; Chassé, 20 ; Bourriaud, 10 ; Marceau, 10 ; Emilio, 20 ; José, 20 ; Gesbert, 20 ; Auffray, 20 ; Etrillard R., 25 ; Etrillard J., 50 ; Prat, 20 ; Cremet, 50 ; Lostes, 23 ; René-Geo. et Marcel, 40 ; Bonnard, 50 ; Lachaud, 50 ; Gourdon, 20 ; Desmortiers, 26.

Liste 278 (Nantes) : Denise, 50 ; Polo, 50.

Liste 282 (Nantes) : Bessac, 30 ; Lhomeau, 100 ; Richard, 50 ; Arnoux, 100.

Liste 3.527 : X., 500 ; Sympath., 250 ; Henri, 250 ; Louis, 500 ; Vimit, 50 ; Anglais, 50 ; Mortier, 100 ; Un soldat, 100 ; Un lecteur, 100 ; Garnit, 50 ; Mardi, 500 ; X., 500 ; Un abonné, 250 ; A. E., 100.

Liste 295 (Saint-Yvi) : Hervé (Tregunc), 100 ; Mme Bourhis (Tregunc), 100 ; Mme Marc Bourhis (Saint-Yvi), 600 ; Mme Trébin, 50 ; Martin, 150.

Liste Paul H. (détail non communiqué) : 20.000.

Liste 3.817 : René, 500 ; X., 50 ; E. C., 25 ; M. O., 50 ; Mitu, 200.

Liste 2.116 (Toulouse) : Baldi, 50 ; Daniel, 30 ; A. Ybaniez, 25 ; A. Moreno, 100 ; Martin, 500 ; Huerta, 100 ; Roberto, 100 ; Forcla, 200 ; Juanita, 100 ; Mercédès, 30 ; Vinualez, 50 ; Macedo, 35 ; Ruiz, 35 ; Juan, 35 ; Bardi M., 30 ; Durand, 30 ; Daniel frère, 35 ; Pédro frère, 30.

Liste 3.712 : Mireille, 3.000 ; Un groupe d'Indochinois, 8.800 ; X., 500.

Liste 903 (Saint-Etienne) : Bonnet Jean, 500 ; Bonnet Pierre, 50 ; Marcheval Anne, 250 ; Roux Henri, 10.

Liste 875 (Saint-Etienne) : Keim, 500 ; Un sympath., 20 ; Anonyme sympath., 50 ; Un sympath., 10 ; Un sympath., 100.

Liste 3.100 : Marius, 1.000 ; Ledru, 1.000 ; X., 500 ; Henri, 1.000.

Liste 3.829 : Un soldat d'occupation, 200 ; Margot, 1.500 ; Mme Bod, 1.000 ; X., 250 ; Sympath., 250 ; R. Jacquey (Paris), 50.

Liste 2.191 (Marseille) : Jannot, 300 ; Sauveur, 50 ; Tolnette, 10 ; Delorme, 100 ; Romagnoli, 20 ; Tinacci, 30 ; Guiguet, 50 ; Labécot, 50.

Liste 1.032 (Corse) : Dondain, 200 ; Maurice Denis, 100 ; X., 100 ; Un Corse, 100 ; Véroni, 100 ; Marc, 100 ; Montagné, 100 ; Scarbonchi, 100.

Liste S. 111 : Mathus, 150 ; Louis, 500 ; Théron, 250 ; Simone, 200 ; Charles M., 200 ; Alix, 150 ; Jacques V., 20 ; Anonyme, 20 ; X., 100 ; Pour un député trotskyste, 1.000 ; Jeanne C., 500 ; X., 1.000 ; Un sympath., 200.

Liste 858 (Auvergne) : Un troublefête, 208 ; Celor, 50 ; Maju, 10 ; Rochette, 20 ; Noël, 10 ; Illisible, 10 ; Mme Clément Martil, 10 ; Mme Fournier, 10 ; Mme Corral, 10 ; Charlotte Bonnet, 50 ; Merignèux, 500 ; J. C. I., 20 ; X., 50 ; Marcel D. F., 100 ; Henri Brauner, 200 ; Jean Dumas, 50 ; Section J. C. I. de Selchalles, 572 ; B. L. (Périgueux), 100 ; A. (Clermont), 50 ; G. Luce Catinot, 500.

Liste 835 (Auvergne) : Jaffeux, 150 ; Landau, 100 ; Landier, 40 ; Raymond F., 50 ; Prievo, 20 ; Noza, 40 ; Simon, 20 ; Théodore, 20 ; Marcel D., 20.

Liste 836 (Auvergne) : Ghislinck, 100 ; Gaston, 500 ; Henri Mallet, 500 ; Bernard Landeau, 400 ; Alice Landau, 400 ; Zette B., 50 ; Rudel, 100 ; un philosophe, 100 ; 3 sympathisants à Billom, 50 ; Christian, 500 ; Thomas, 100 ; un groupe d'Indochinois, 650.

Liste 3902 : Daujard Pierre, 2.000 ; Daujard Georges, 3.000 ; Bernier, 1.000 ; Jean, 300 ; Myral, 500 ; Poitevin, 800 ; Péron, 400 ; Lambert, 800 ; anonymes, 2.500 ; sympathisant, 500 ; Jacques C., 800 ; Elise R., 1.200 ; Germaine N., 200 ; pour la Révolution prolét., 500 ; un groupe de sympath., 1.800 ; Berger, 700 ; Carmen L., 1.100 ; Jules S., 500 ; Mme Nanterre, 1.200 ; Frédéric, 200.

Liste 3728 : Sympathisant, 800 ; Annie, 25 ; Julienne, 100 ; René S., 300 ; Mme Arnaud, 120 ; Brunot, 310 ; Sylvain, 75 ; Jeandot, 900 ; J. Laurent, 180 ; Adèle, 240 ; Suzanne Z., 250 ; un groupe de sympath. de la V., 3.000 ; Roland, 800 ; 2 sympath., 1.200 ; Jean, 500 ; Martine, 1.000 ; Jaubert, 700 ; Dormont, 1.200 ; Delaney, 500 ; Maurice R., 300.

Liste 336 (Concarneau) : X. C., 50 ; Jean, 500 ; un Trotskyste de C., 300 ; Marcel, 25 ; Perrier, 100 ; Le Goff, 50 ; Garrot, 50 ; Gouffe, 100 ; Ernestine, 20.

Liste 3001 : Jean-Louis, 10 ; Marcel, 50 ; sympathisant, 50 ; un sympathisant, 50 ; Huret, 300 ; Jacques K., 500 ; Hirel, 150 ; Bibi, 150 ; Faure, 1.000 ; Mme Lotre, 2.500 ; Guillaume, 2.500 ; Gabriel, 1.000.

Liste 130 (Seine-Inférieure) : René, 100 ; Louise, 50 ; Aimée, 50 ; Marchesin, 50 ; Avoude, 100 ; Banédo, 40.

Soutien à nos camarades suisses : 10.000.

Total : 27.021 fr.

Total des listes précédentes : 410.451 fr. 20.

Total général : 637.472 fr. 20.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

Le dernier Comité central du P. C. I. a décidé de participer à fond à la campagne électorale avec le double objectif :

1° De faire connaître le plus largement possible notre parti et notre programme.

2° D'amener au Parlement des députés trotskystes pour défendre toutes les revendications des travailleurs.

La « Vérité », qui sera le meilleur instrument de propagande au cours de cette lutte, devra être diffusée massivement et atteindre des couches toujours plus larges de travailleurs.

A cet effet, un abonnement de propagande des trois numéros 124, 125 et 126 sera effectué à tous les camarades qui nous adresseront leur demande en même temps que 10 francs en timbres-poste.

Tous ceux qui dès maintenant veulent faire connaître la « Vérité » à des amis, ou militants d'autres organisations ouvrières, nous enverrons donc immédiatement les noms et adresses de ceux-ci et autant de fois 10 francs que d'abonnements à effectuer.

Le n° 124 du 24 mai sera centré sur la Commune de Paris dont l'anniversaire sera fêté le 26 dans tout le pays.

Le n° 126 du 31 mai comprendra une évocation du vaste mouvement de grèves de juin 1936 et l'exposé complet de notre programme et de l'activité de la IVe Internationale et du P. C. I.

Le n° 127 du 7 juin, au lendemain des élections à la nouvelle Constituante, tirera les leçons du scrutin.

Tous les lecteurs habituels de la « Vérité », tous nos sympathisants et militants auront à cœur de gagner de nouveaux lecteurs à notre journal en nous adressant le maximum d'abonnements de propagande.

Pour stimuler cet effort, un concours est ouvert entre les meilleurs abonneurs :.

Les quatre camarades qui arriveront en tête bénéficieront d'un abonnement d'un an à la « Vérité » ou d'un renouvellement de leur abonnement.

Les six suivants d'un abonnement de six mois.

Les dix autres de l'envoi gratuit d'un ouvrage marxiste à choisir sur une liste qui sera publiée prochainement.

Le concours sera clos le 21 mai 1946.

ECHOS de partout

Clermont-Ferrand. — Le prolétariat clermontois vomit le tripartisme.

Jeudi 2 mai le M.R.P. ouvre sa campagne électorale avec le ministre des Armées Michelet. Grosse majorité de travailleurs socialistes et communistes, qui manifestent leur hostilité au meilleur rempart des profiteurs. La tribune est prise d'assaut, un pugilat met aux prises Michelet et le député P.C.F. Curodet. La réunion se termine en meeting révolutionnaire...

Les prolétaires socialistes et communistes ont vomi publiquement le tripartisme, ils ont contraint leurs chefs à en faire autant. Leur exemple doit être imité...

Joseph LEYVOL.

*

Saint-Etienne. — V. Duguet serait-il candidat à la succession du général « Tout va Bien » ?

Le 1er *mai Victorin Duguet des mineurs s'exclame : « Je suis passé à Saint-Etienne à la libération. Je n'ai pas reconnu de nombreux camarades tellement ils avaient maigri. Mais je viendrai de les revoir. Passez moi l'expression, ils ont tpris du ventre.*

Qu'en pensent les Stéphanois qui ont perçu 1 kilog de pommes de terre en 8 mois et attendent toujours leur beurre de mars !

LA VIE DU PARTI

NOTE DE LA REDACTION

1. — Il est rappelé à tous les rédacteurs, dessinateurs et autres collaborateurs de « La Vérité » qu'ils doivent se présenter TOUS LES VENDREDIS à 20 h. 30 à la Rédaction et apporter leur copie le LUNDI, 12 heures, DERNIER DELAI.

2. — La Rédaction demande à tous les camarades qui ont été désignés comme RESPONSABLES DE PRESSE et comme CORRESPONDANTS de « La Vérité » en application de la circulaire no 1 de « La Vérité », d'envoyer d'urgence EUX-MEMES leur adresse à la Rédaction pour que des instructions plus précises leur soient directement transmises.

Elle invite les responsables de cellule de hâter l'application de toutes les mesures envisagées dans cette circulaire.

3. — Les responsables de presse de la R.P. sont tous convoqués à l'Administration, mardi 14 mai, à 20 h. 30.

Paris

Cellule Parmentier. — *Résultat de la vente du n° 119 : 152 numéros. Vente du n° 120 : 220 numéros.*

Les camarades vendent place de la République, place Voltaire et rue de Belleville.

Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, lieu habituel. Prochain ordre du jour : vente du journal-discussion sur le résultat du referendum. Discussion sur la Vérité *et les faits de la semaine.*

Rayon Est. — *Réunion 27, rue du Pré-Saint-Gervais (19e).*

Dans le 19e, les panneaux attribués au P.C.I. n'ont été posés que très tard. Parmi les auditeurs, une dizaine de membres du P.C.F.; un responsable vint leur intimer l'ordre de sortir en quelques mots glissés à l'oreille, accompagnés de gestes significatifs dans leur énergie. Tête basse, les indisciplinés quittent la salle. Beaufrère développe notre position sur le referendum et le programme du parti. A son appel, quatre auditeurs donnent leur adhésion au P.C.I.

Région parisienne. — *Vendredi 3 mai, réunion sur le referendum, rue du Cardinal-Lemoine. Plus d'une centaine de personnes. Michèle Mestre explique pourquoi notre parti répondra oui au referendum. Mercier développe ensuite nos mots d'ordre. Le samedi soir, rue Godefroy-Cavaignac, dans le 11e arrondissement, plus de cent cinquante auditeurs. Après les rapports, la discussion s'engage. De nombreux membres du P.C.F. sont dans la salle. Quelques-uns essaient de recourir à la calomnie, mais ils sont vite remis à leur place, et la discussion politique continue.*

Province

Bordeaux. — *Le Rayon a tenu des meetings à Bordeaux, au Bouscat, très réussis.*

Une vente de masse, appuyée par une auto avec haut-parleur, prouve que nous pourrons vendre 1.000 numéros de la Vérité *chaque semaine.*

Notre activité a élargi notre rayon de sympathie parmi les travailleurs, dont de nombreux membres du P.C.F.

Quimper. — *Excellent travail de vente de la* Vérité *et de propagande dans la ville et la région. Une permanence sera bientôt ouverte à Quimper.*

Ces cellules, composées de jeunes militants, sont à citer en exemple pour leur travail effectué dans des conditions difficiles.

Lyon. — *Un tract a été édité par la section lyonnaise, à l'occasion du 1er mai, rappelant l'historique de la journée internationale de lutte du prolétariat et reproduisant au verso l'*Internationale.

3.000 tracts ont été distribués et de nombreux exemplaires de la Vérité *vendus. Il n'y eut pas d'incident, au contraire des essais de fraternisation entre distributeurs de tracts P.C.F. et nous. La bagarre qui eut lieu au « marché aux puces » de Villeurbanne nous a fait beaucoup de réclame, d'après ce que nous a dit un acheteur.*

Reims. — *Le P. C. I., pourtant bien jeune dans la Marne, accroît chaque jour son audience, les abonnés à la* Vérité *se multiplient et ses mots d'ordre sont de plus en plus compris et approuvés.*

*Nous nous préparons à tenir, aux environs du 15 mai, des réunions d'information à Reims, Châlons-sur-Marne et Epernay, ce qui permettra de concrétiser davantage encore nos

DU MONDE ENTIER

Les petites misères de l'occupation

C'est aux travailleurs allemands de décider du sort de la Ruhr

Depuis quelques semaines, la production minière de la Ruhr est en baisse sérieuse : un million cent mille tonnes en février, neuf cent mille en mars. Les résultats d'avril, non encore connus, n'atteindront probablement pas ces chiffres.

Les occupants constatent soudain, avec une touchante naïveté, que, réduire l'attribution de charbon destiné aux besoins intérieurs de l'Allemagne équivaut à compromettre la marche de l'économie... y compris l'extraction de la houille elle-même.

Pas de charbon, donc pas d'acier ni de transport; par suite, pas de bois de mine ni d'outillage, ni de ravitaillement; sans équipement des mines et sans amélioration du ravitaillement des mineurs, comment peut-on espérer maintenir la production houillère à son niveau normal ? Ce cercle vicieux étant ainsi bouclé, on s'insurge contre l'imprévoyance du plan spartiate qui n'attribuait à l'industrie allemande que le tiers de la production de houille. Les techniciens recherchent des astuces dont les unes sont inefficaces et les autres provoquent des difficultés plus grandes encore.

Parmi ces dernières, le projet démagogique et corrupteur d'affamer un peu plus la population non minière au profit des gueules noires a été abandonné devant les dangers de réactions populaires. De son côté, le sage « Economist » anglais préconise une mesure qui ira droit au cœur de nos bons nationalistes : que la France renonce pour quelques mois à ses « droits » sur le charbon de la Ruhr!

De toute manière, la Ruhr ne peut vivre en se vidant de sa substance, de ses richesses, sans recevoir en contre-partie des produits agricoles ainsi que les éléments indispensables à son redressement industriel. Coincés dans des contradictions dont ils sont seuls à supporter la responsabilité, les occupants anglais sont disposés à accepter la formule de l'internationalisation de la Ruhr. De cette manière les trois autres puissances « alliées », elles aussi, devraient élaborer un plan économique général qui tienne compte des réalités, et non des récriminations nationalistes de chacun. Mais l'internationalisation de la Ruhr, c'est une avance stalinienne à l'ouest. Cela mérite de nouvelles et profondes réflexions... Et comment, en plus de tout cela, concilier le redressement de l'industrie allemande au profit des impérialismes alliés, avec la proclamation de maintenir cette industrie à un niveau suffisamment bas pour qu'une production de guerre ne puisse s'y greffer?

⁂

DEUX SENS DIFFERENTS D'UN MEME MOT D'ORDRE

Les dirigeants des partis communiste et socialiste allemands ont compris que les absurdités et les iniquités de l'occupation créaient le climat favorable à la renaissance du fascisme. Non seulement l'épuration n'est pas faite, non seulement les fourriers du nazisme, industriels et junkers allemands trop malins pour se compromettre publiquement, sont passés au travers de la pseudo-dénazification « politique », non seulement les anciens fonctionnaires hitiériens blanchissent un peu plus chaque jour en affectant un dévouement servile pour leurs maîtres actuels, mais encore l'impossibilité de faire en Allemagne ce que Hitler avait pour ambition de faire en Europe, conduit aux mêmes échecs, aux mêmes mécontentements populaires, aux mêmes réactions nationalistes.

Par crainte d'être pris de vitesse, réformistes et staliniens allemands croient bon de centrer leur propagande sur les revendications nationales des masses. Mais si, à l'ouest du Rhin, le devoir des véritables communistes est de soutenir vigoureusement de telles revendications, parce qu'elles mettent en échec l'impérialisme français, par contre, elles revêtent en Allemagne un caractère équivoque, en renforçant avant tout les positions de la bourgeoisie allemande. De chaque côté d'une frontière, le même mot d'ordre peut avoir deux significations différentes quand il s'agit de revendications nationales.

C'est là le principe fondamental de l'internationalisme prolétarien, et les grands partis ouvriers allemands renient la mémoire de Liebknecht, qui a inscrit dans l'histoire révolutionnaire ces mots immortels : « L'ennemi est dans notre propre pays! ».

C'est pourquoi nous reconnaissons le bien fondé des revendications populaires allemandes et réclamons l'évacuation des troupes d'occupation de la zone française; c'est pourquoi nos camarades anglais et américains observent à l'égard de leur bourgeoisie respective la même attitude que nous; c'est pourquoi les trotskystes allemands préconisent l'élection d'une Assemblée constituante sans « contrôle » militaire réactionnaire.

⁂

C'EST L'EUROPE QU'IL FAUT INTERNATIONALISER!

Sans doute, socialistes et communistes allemands savent quel danger représente le nationalisme et la meilleure preuve qu'ils essaient parfois d'échapper même à leur tactique nous est donnée par Schumacher, leader socialiste, qui déclarait récemment : « ce n'est pas la Ruhr qu'il faut internationaliser, mais l'Europe ».

C'est vrai, et sans nous abuser sur le sens que Schumacher donne à cette déclaration « gauchiste », nous l'approuvons dans la seule interprétation qui puisse conduire à une réalisation effective.

Oui, il faut internationaliser l'Europe. Mais pas sur le mode de la « Fédération Européenne » des Etats capitalistes. Non, pas de fédération de bourgeoisies vassales sous la tutelle de l'impérialisme américain. L'internationalisation de l'Europe, même si ce n'était pas une utopie sous la direction de l'O.N.U., l'institution d'une police réactionnaire et la bénédiction du pape, ne feraient que concentrer davantage le pouvoir du capitalisme et aggraver l'asservissement des travailleurs. L'humanité ne peut progresser que si les exploités renversent l'Etat des exploiteurs et internationalisent l'Europe débarrassée de ses parasites bourgeois.

L'internationalisation de l'Europe, c'est ce que nous appelons les Etats Unis Socialistes d'Europe.

M. SEVERIN.

HYPOCRITE CORDIALITÉ

Seuls les sourires sont pour les peuples. La préparation de la 3e guerre mondiale ne les regarde pas !

LES TRAVAILLEURS

peuvent-ils lutter contre

LA GUERRE ATOMIQUE

A HIROSHIMA, une bombe a fait 150.000 victimes. Si au lieu d'une bombe il en avait été jeté quarante, réparties sur les agglomérations de Tokio, Yokohama et Kobé-Osaka, le nombre des victimes aurait été, théoriquement, de six millions. Cette hécatombe aurait pu être produite en quelques minutes. Aux pertes humaines il aurait fallu ajouter des destructions de toute sorte.

La semaine dernière, nous avons rappelé l'opinion du général anglais Fuller. Aujourd'hui nous citerons celle d'un divisionnaire français qui, dans le *Monde* (26 avril), signe seulement de ses trois étoiles.

D'après certaines informations récentes de presse étrangère, les Etats-Unis auraient déjà fabriqué 1.500 bombes atomiques. L'esprit demeure confondu à la pensée des ouragans que pourrait déchaîner une pareille réserve.

Examinant diverses conséquences de la guerre atomique, l'auteur de l'article, paru dans la rubrique militaire du *Monde*, en arrive à cette conclusion qui n'est faite pour surprendre personne au lendemain de la deuxième guerre mondiale :

Les petits pays et les grands pays faiblement défendus ne doivent se faire aucune illusion sur le sort qui les attend en cas de conflit atomique éclatant entre d'autres puissances, si leur position entre dans le cadre de ce qu'on pourrait appeler la zone de protection de ces dernières... Cette zone de protection peut s'étendre à plusieurs milliers de kilomètres des pays directement en cause.

Y A-T-IL UN MOYEN DE PROTECTION ?

Mais une question est posée : peut-on envisager une riposte à la guerre atomique ? L'auteur commence par répondre affirmativement. Mais les explications qu'il fournit sont bien moins convaincantes. Il ne propose qu'une extension des mesures de protection contre les bombardements aériens:

Dans le domaine de la défense passive, le décongestionnement des villes et des centres industriels, la construction d'abris souterrains à très grande profondeur, peut-être le cloisonnement par d'énormes metons pare-souffle, les revêtements calorifuges. Dans le domaine de la défense active, l'aviation de chasse, la poursuite donnée par tous moyens aux bateaux lanceurs de fusées, sous-marins en particulier, l'entrée en jeu de projectiles de tous types dirigés par radars, le bombardement des aires de lancement de fusées et des terrains de départ des avions porteurs de bombes atomiques...

On conçoit qu'avec l'expérience passée, il finit par conclure :

Comme on le voit, les paraaes sont assez aléatoires. Seules les ripostes à base de moyens atomiques paraissent capables de renverser la situation. Il faut y ajouter la pénétration profonde de forces armées sur le territoire de l'ennemi par ses frontières maritimes ou terrestres.

CONTROLE DE L'ENERGIE ATOMIQUE PAR L'O.N.U. OU PAR LES SYNDICATS ?

N'y a-t-il donc rien à faire ? Ces masses doivent-elles se résigner ? Qui peut faire confiance à ces commissions et sous-commissions de la nouvelle Société des nations ?

Les travailleurs ont à leur disposition un moyen de prévenir un usage terrifiant de l'énergie atomique. Car ce sont eux qui ont à traiter les minerais et à préparer l'uranium ou toute autre substance dont la désintégration servirait à produire des quantités foudroyantes d'énergie. Des commissions de hauts fonctionnaires et de militaires seront impuissantes à contrôler les fabrication ; par contre, les organisations ouvrières, les syndicats en premier lieu, avec leurs ramifications dans les usines, dans les mines, dans les laboratoires peuvent aisément savoir ce qui se fait, ce qui menace l'ensemble du genre humain.

Nous avions préconisé le contrôle ouvrier comme un moyen de défense du niveau de vie des masses, à un moment où il n'était pas question de la guerre atomique, mais de mesures prises par les capitalistes pour faire peser sur les masses les difficultés dans lesquelles se débat le régime capitaliste ; ce contrôle ouvrier trouve tout légitimement sa place comme moyen de défense des travailleurs contre l'arme la plus meurtrière qui ait jamais été conçue.

Pierre FRANK.

(1) Voir la *Vérité* n° 121.

NOUVELLES INTERNATIONALES

Grèves avec occupation d'usines au Japon.

Dans le courant du mois d'avril, les travailleurs nippons appuyèrent par des grèves avec occupation d'usines une demande d'augmentation de salaires. Le mouvement s'étendit à cinq usines métallurgiques, 8 usines d'industries chimique, 5 ateliers de petite mécanique, deux puits, un atelier de tissage, une centrale électrique, une fabrique de meubles, une usine de maisons préfabriquées et 5 imprimeries. Dans certaines usines occupées, les ouvriers réalisèrent, sous leur propre direction, une augmentation de la production et une diminution des prix.

◇ ◇

La répression franquiste

Franco redouble de vigilance et de méfiance. Les arrestations pour « activités subversives contre le gouvernement » se sont portées principalement sur les membres des comités directeurs des organisations clandestines antifascistes. S'il est peu probable que les dirigeants du Parti Communiste aient été arrêtés plusieurs membres importants de l'Alliance Démocratique seraient entre les griffes du Caudillo !

Et l'O.N.U. se contente de demander des « Commissions d'enquête »...

◇ ◇

L'agitation fasciste en Italie.

Depuis l'enlèvement du corps de Mussolini, les fascistes relèvent la tête. A Radio Milan, ils terrorisent le personnel et prennent le micro pendant 5 minutes. A Rome, 300 fanatiques défilent dans le centre de la ville au chant de l'hymne fasciste. A Florence, un drapeau noir fasciste a flotté sur la place du Dôme. Dans de nombreuses villes, des tracts attaquant la démocratie et le gouvernement actuel sont répandus par milliers. A Milan, Rome, Turin et Gênes des imprimeries clandestines sortent des journaux, notamment une nouvelle édition du « Popolo d'Italia ».

Une Italie misérable est un excellent terrain pour la démagogie fasciste. Les dirigeants des nations qui s'occupent de la « question italienne » s'en soucient-ils ?

◇ ◇

La guerre civile en Chine.

Au sud-est de Moukden, les troupes gouvernementales ont fait subir aux troupes staliniennes du Yenan des pertes s'élevant de 5 à 7.000 hommes.

Dans la région frontière de Honan-Hopeh se prépare une bataille d'une grande ampleur. Plus de 300.000 soldats nationalistes y sont concentrés pour une « lutte d'extermination », alors qu'on n'y compte que 70.000 soldats staliniens. Mais le soldat qui est prêt à donner son sang pour le communisme se contentera-t-il de quelque vague idéal démocratique ?

◇ ◇

Les U.S.A. et la troisième guerre mondiale.

Les manœuvres polaires dans l'Alaska et atomiques dans le Pacifique n'intéressent directement que les Etats-Unis. Mais en vue d'accélérer et de clore des entretiens diplomatiques en cours depuis longtemps entre Washington et les autres capitales américaines, le président Truman vient de déposer au Congrès, le plan de défense pan-américain. Cette « loi de coopération militaire pan-américaine » préconise la standardisation des équipements, matériel et munitions, l'entraînement et l'organisation des autres nations américaines. Sur le plan financier, le projet demande une augmentation de crédit pour l'année 1947. Sur les 7 milliards 246 millions de dollars prévus, 200 millions sont réservés au service atomique, 1 milliard 200 millions à l'aviation et l'armée comptera 1 million 70.000 hommes en juin 47. Aux dires du président Truman, ce plan qui doit englober l'Amérique du Sud comme le Canada dans leur défense commune est extrêmement important.

◇ ◇

SINGAPOUR.

Après une grève de 28 heures, dix mille dockers du port ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction.

APPEL

aux jeunes travailleurs de la classe 1946

TU es appelé à rejoindre les rangs de l'armée bourgeoise à un moment où la situation intérieure du pays veut que tous les jeunes travailleurs fassent front contre les tentatives de la réaction de juguler les forces de la classe ouvrière.

Depuis deux ans bientôt, malgré tous les serments et les promesses pour la constitution d'une armée dite républicaine, les officiers vichyssois, collaborateurs et fascistes n'ont cessé de conserver la haute main sur le commandement militaire.

Ainsi, tu vas donc te trouver en contact avec tes pires ennemis, coupé de ta base de classe: ton usine.

Tu ne dois considérer, à aucun moment, ton incorporation comme une interruption de la lutte que tu as menée dans ton syndicat ou dans ton parti.

IL importe de ne pas te laisser isoler. Tu dois continuer le combat commencé aux côtés de tes camarades d'atelier.

Pour cela, il faut que tu restes en contact constant avec eux. Il faut que, dans ton unité, tu regroupes les éléments prolétariens pour lutter plus efficacement contre les méthodes barbares et abrutissantes qu'emploieront, à ton égard, les « gueules de vache ». Il faut que, là où tu es en garnison, tu prennes contact avec les militants politiques et syndicalistes. Il faut que tu informes la Vérité des différents scandales et abus dont toi et tes camarades seront les victimes. Il ne faut pas que tu hésites à diffuser dans ta caserne la presse ouvrière qui prend la défense des travailleurs sous l'uniforme.

MAIS n'oublie pas que tu dois profiter au maximum de la durée de ton service et que tu dois saisir toutes les occasions qui se présenteront à toi pour servir, aujourd'hui, et plus tard, la cause du prolétariat. En particulier, tu dois tirer le maximum de l'enseignement « technique militaire » qui te sera donné car, n'oublie pas que :

S'ils s'obstinent, ces cannibales,
[à faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos bal-
[les sont pour nos propres
[généraux.

Ainsi, le service militaire imposé par la bourgeoisie; loin d'être un arrêt dans la lutte que tu menais, sera pour toi une expérience primordiale dans le combat de demain.

A bas l'armée bourgeoise !
Temps de service réduit à six
[mois.
Pas d'engagements ni de renga-
[gements.
Solde égale au salaire moyen
[de l'ouvrier.
Droit politique pour les soldats.
Liberté de presse à la caserne.

Vive la Jeunesse communiste internationaliste, défenseur des intérêts des travailleurs sous l'uniforme.

Vive la IVe Internationale, parti de la révolution mondiale.

Comité central provisoire de la J.C.I.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE PARTICIPERA A LA CAMPAGNE ELECTORALE POUR DEFENDRE ET POPULARISER SON

PROGRAMME

CONTRE LA BOURGEOISIE ET SON GOUVERNEMENT
Qui veulent :

— *ACCROITRE les profits capitalistes*
par la hausse des prix,
par le blocage des salaires,
par l'exploitation forcenée des ouvriers grâce au salaire au rendement,
par l'écrasement des peuples coloniaux.

— *DISCREDITER les partis ouvriers*
grâce au tripartisme et préparer son pouvoir fort.

— *RENFORCER leur puissance militaire et préserver la caste des officiers pour la répression à l'intérieur et pour le brigandage à l'extérieur. Demain, pour la guerre contre l'U. R. S. S.*

LA DEFENSE DU POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS

Par l'établissement d'un salaire minimum vital (6.800 fr. par mois ou 39 fr. de l'heure), garanti par L'ECHELLE MOBILE. Les salaires doivent suivre le coût de la vie !

Le Parti Communiste Internationaliste précoise :

LA LUTTE POUR LE RAVITAILLEMENT DES TRAVAILLEURS

Par la substitution aux bureaux incapables et aux intermédiaires affameurs du Contrôle des Comités populaires du Ravitaillement (paysans, ménagères, syndicats, petits commerçants).

LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION CAPITALISTE ET LA HAUSSE DES PRIX

En instaurant le contrôle des « Comités d'Entreprises » sur les livres de compte.

En expropriant les banquiers, les gros patrons, les hommes des trusts (seuls les petits porteurs d'actions nationalisées devant être indemnisés sous forme de rente).

LA REMISE EN ROUTE DE LA PRODUCTION

Par l'établissement d'un Plan de Production de la C.G.T.

Par le contrôle ouvrier sur la production.

Par l'expropriation des banques et des assurances et des grandes entreprises de plus de 1.000 ouvriers.

LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES CONTRE LES FASCISTES

Par les milices ouvrières préparant l'armement du peuple en chassant les ministres M.R.P.

Par un gouvernement communiste-socialiste-C.G.T. soutenu et contrôlé par la classe ouvrière.

ASSURER L'INDEPENDANCE DES PEUPLES COLONIAUX

A commencer par l'évacuation des troupes françaises du Viet-Nam.

LUTTER POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES D'EUROPE

Seule issue pour tirer l'Europe du marasme, pour briser l'encerclement capitaliste de l'U.R.S.S. et pour écarter le danger d'une troisième guerre mondiale.

LA VERITE
Hebdomadaire du P. C. I.
19, rue Daguerre, Paris-14e
Rédacteur en chef-gérant
Maurice JUILLIA
Administrateur
Guy TEXIER
Adresser provisoirement toute la correspondance
19, rue Daguerre, Paris-14e

A la Mutualité, plus de 6.000 Nord Africains réclament

"La terre aux fellahs"

Mercredi 8 mai... La grande salle de la Mutualité est pleine à craquer.

Les travailleurs arabes se sont donné rendez-vous pour commémorer l'assassinat des trente mille Algériens des environs de Sétif tombés sous les balles des bandits impérialistes français les 8 et 9 mai 1945.

De jeunes militants algériens au brassard vert assurent un service d'ordre impeccable

Le salut du parti communiste internationaliste

Un délégué parle en arabe, et aussitôt après, le président lit la lettre adressée par le P.C.I. aux assistants.

En annonçant l'appel de notre parti, le président, applaudi par l'assemblée, déclare :

— *Je précise qu'il ne s'agit pas du P.C.F., mais de la IVe Internationale que nous remercions vivement.*

Les impérialistes français ont menti au peuple algérien

La parole est au délégué Yahyaoui qui s'exprime en français. Il rappelle les promesses mensongères d'autonomie à la fin de la guerre faites par Catroux :

Les colonialistes ont vu que le peuple algérien se réveillait et marchait vers sa libération, ils ont tenté d'arrêter sa marche par la plus monstrueuse provocation.

Oui, provocation. Car si nous avions voulu nous révolter, nous n'aurions pas attendu la victoire de 1945, mais choisi 1940, alors que l'impérialisme français était battu.

L'étudiant Yazi lui succède au nom de tous les étudiants nord-africains.

Il trace le tableau du massacre dans le Constantinois.

Tous ces événements sanglants sont également évoqués par Boutbien, ancien déporté, intervenant au nom du parti socialiste, qui réclame l'amnistie et la libération de Messali Hadj. Boutbien préconise le droit de citoyenneté pour tous les Algériens ; des cris s'élèvent dans la salle : « *Indépendance complète !* ».

Dans la riche Algérie le peuple vit en guenilles

Le secrétaire général de la Ligue des musulmans s'adresse à l'auditoire et demande une minute de recueillement en souvenir des victimes du 8 mai 1945. La salle entière, debout, observe le silence.

Tirant les conclusions de ce meeting, le secrétaire déplore la dérobade du P.C.F. qui a cru bon, non seulement de ne pas participer à ce meeting, mais encore d'en convoquer un jeudi soir. En bon français, cela se nomme une tentative de *diviser* les Nord-Africains.

Rappelant la situation terrible de l'Algérie, l'orateur précise que dans ce pays qui est capable de nourrir toute l'Afrique du Nord, le peuple algérien meurt de faim dans des guenilles.

Aujourd'hui, nous dénonçons la politique de collaboration avec l'Etat français, qui a pu donner une tasse de thé à quelques-uns, mais jamais une miette de pain aux fellahs.

Dans l'enthousiasme général, l'orateur réclame :

— *La réforme agraire !*

Liberté de parole et de presse !

Amnistie ! Libération de Messali Hadj qui souffre, déporté en Afrique équatoriale.

A bas le pouvoir des colons et des sociétés financières !

Vive l'Algérie libre et indépendante !

La foule s'écoule dans le calme en dépit de la présence à la sortie de la Mutualité des cars de police, symbole de l'oppression du capitalisme français.

A. CALVES.

Lettre du P. C. I. lue au cours du meeting

Le Parti Communiste Internationaliste, section française de la IVe Internationale, apporte son fraternel salut aux organisations algériennes et aux camarades algériens réunis le 8 mai 1946 dans un meeting de deuil et de protestations contre les sanglants événements de mai 1945 en Algérie.

Le parti communiste internationaliste proteste contre les tentatives de sanctification de la soi-disant « Union libre et fraternelle des peuples coloniaux et de la métropole dans le cadre de l'Union française »

Dans le monde entier, les sections de la IVe Internationale luttent indéfectiblement pour le droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes, jusque et y compris le droit à la séparation de la métropole. Le peuple algérien peut être assuré de trouver à ses côtés le Parti Communiste Internationaliste, section française de la IVe Internationale, dans sa lutte pour briser les chaînes de l'impérialisme français.

Vive l'Algérie libre et indépendante !

L'abondance des matières nous oblige à reporter au prochain numéro la suite du compte rendu de la Conférence mondiale de la 4e Internationale.

Madeleine KAHN nous parle du RAVITAILLEMENT

(Suite de la première page)

— *La proposition ne leur fut pas faite. Jeannette Vermerch descendit à notre réunion et demanda aux ménagères s'il n'y avait pas parmi elles des « éléments troubles » qui poussaient au désordre !*

— Et alors, que répondirent les ménagères ?

— *Elles ne comprirent pas grand' chose à ces histoires d'« éléments troubles ». Quand l'U.F.F. eut à désigner une candidate aux élections municipales sur la liste antifasciste, elles me désignèrent à l'unanimité. Le Centre refusa et en fit désigner une autre... démocratiquement !*

— Qu'est devenu le Comité de ménagères ?

— *Il n'existe plus. C'est le résultat de la politique menée par les responsables.*

— A ton avis, quels sont les avantages des comités de ménagères, et dans quelles conditions peuvent-ils agir efficacement ?

— *Le Comité de ménagères pourra contrôler les prix comme ne le fera jamais aucun fonctionnaire pour les raisons suivantes :*

» 1° Les ménagères ont un intérêt évident à ce que les prix soient respectés :

» 2° Elles sont chez tous les commerçants, sur tous les marchés et connaissent très bien les mercantis ;

» 3° Les fonctionnaires, si nombreux soient-ils, ne peuvent contrôler qu'une partie infime du marché. Avec les ménagères, le contrôle est constant.

» Mais il faut que ce comité puisse s'appuyer sur un organisme souple, populaire, capable de réagir immédiatement. La machine compliquée de l'Etat bourgeois ne peut être un appui dans la lutte contre le marché noir. En liaison avec les syndicats ouvriers, les syndicats de paysans, les syndicats de petits commerçants, les comités de ménagères, s'appuyant sur l'autorité des comités de libération et de la Milice, auraient pu faire beaucoup pour organiser une juste répartition. Avec des comités de ménagères jouissant d'un pouvoir réel, il n'y aurait pas eu le scandale des trains de pommes de terre pourries. Et il n'y aurait sans doute pas le scandale des restaurants de luxe.

— En conclusion, que penses-tu du problème du ravitaillement et du rôle des comités de ménagères ?

— *Pour les comités de ménagères, je pense qu'ils ne peuvent avoir d'efficacité réelle que si leur action s'inscrit dans une structure de répartition et de contrôle populaire du ravitaillement, c'est-à-dire :*

» 1° D'abord, ces comités doivent être démocratiques et non dirigés bureaucratiquement ;

» 2° Il faut insister sur le fait que c'est par l'action, par la lutte contre les intermédiaires et les grossistes que comités de ménagères et syndicats ouvriers trouveront un terrain d'entente avec les paysans et les petits commerçants. Dénoncer les scandales, ce n'est pas suffisant. Tous les journaux le font, y compris ceux des réactionnaires et des fascistes. L'inaction de la classe ouvrière éloigne d'elle les classes moyennes. Une action vigoureuse des ménagères et des ouvriers contre les affameurs voudra à la classe ouvrière beaucoup de sympathie. La suppression des intermédiaires, c'est le moyen de revaloriser les produits agricoles et de conserver aux petits commerçants une marge bénéficiaire honnête.

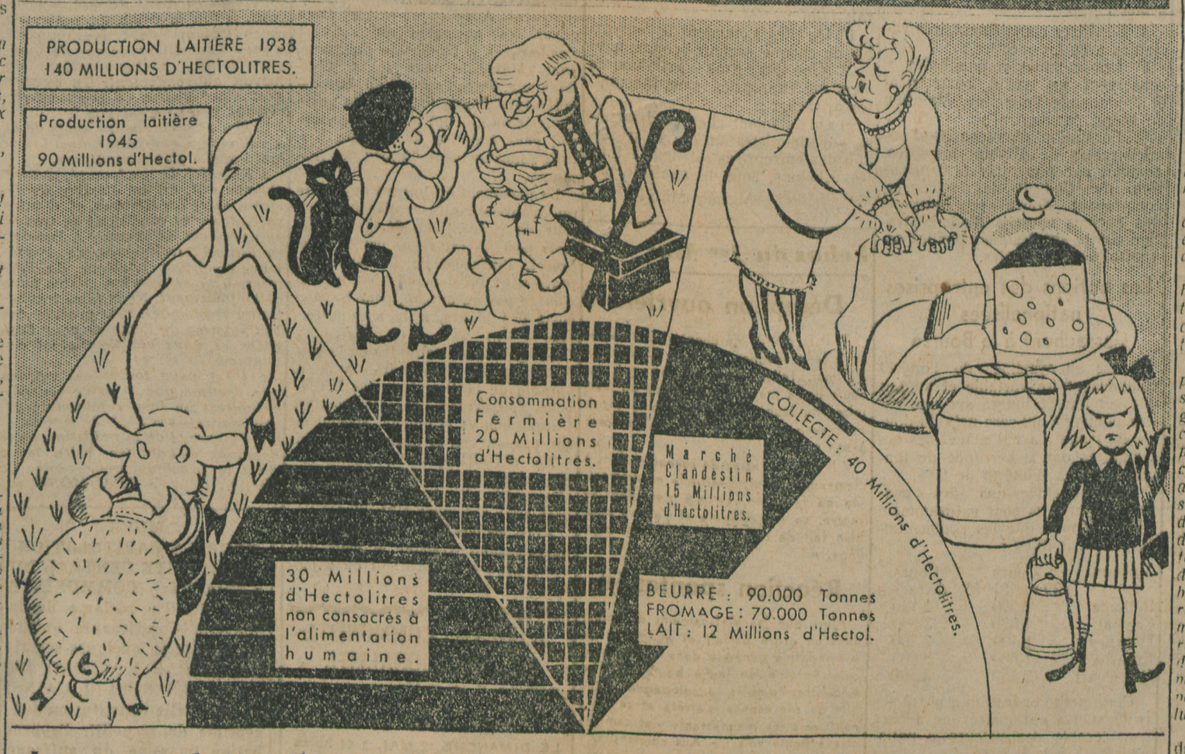
— Et le ravitaillement ?

— *Il y a un problème qu'il faut étudier : celui des industries de transformation. Les Parisiens ne connaissent plus certains légumes frais, comme les petits pois ou les haricots verts. De même, il est impossible à un travailleur d'acheter des fruits. Mais on te vend des boîtes de petits pois à 52 francs, des fruits conservés dans la glace à 100 ou 200 francs le kilo. Il n'y avait pas de pommes cette année, mais tu trouves à un prix astronomique des pommes séchées. Les fruits et les légumes en conserves ou déshydratés perdent beaucoup de leurs qualités nutritives. Cette « transformation » nullement justifiée n'apporte de bénéfices qu'aux industriels.*

» Une autre question importante. Cette année, nous ne mangerons pas encore de fruits. Ils sont achetés à l'avance dans beaucoup de régions par les exportateurs. Fruits et légumes destinés à l'exportation ne paient pas de taxes, et sont vendus très cher. Résultat : pour avoir des devises étrangères, on exportera des aliments de première nécessité. Mais le peuple, lui, ne mange pas de « devises étrangères ». Il a besoin de légumes et de fruits frais. »

Sur ces dernières paroles, Madeleine me quitte pour aller chercher une livre de dattes qu'on lui avait promis à la taxe.

LE DOCUMENT DE LA SEMAINE



Les scandales du ravitaillement : LES PRODUITS LAITIERS

Il suffit de regarder la carte pour comprendre que sans un contrôle populaire au ramassage, à la production et à la distribution exercé par les petits paysans, les ouvriers, les ménagères, les petits commerçants il ne sera pas possible d'en finir avec le marché noir qui absorbe une portion si importante des produits laitiers.

La semaine prochaine : le problème de la viande.

L'ENQUÊTE SUR LE SALAIRE AU RENDEMENT

« *Le matériel manque ; au lieu de prendre* L'ARGENT DES RICHES, *on demande* LA SUEUR DES PAUVRES »

nous déclare un cheminot du Dépôt de la Villette

Dans la vie économique du pays, les chemins de fer jouent un rôle particulièrement important. Depuis des années, les travailleurs du rail se sont dépensés sans compter. Pendant l'occupation, nombre de cheminots sont tombés sous les balles nazies. En septembre 1944, quand il s'est agit de faire le bilan de la situation ferroviaire en France, ce dernier était catastrophique.

Là encore, les cheminots ont durement peiné pour panser les plaies que la guerre capitaliste avait fait aux artères du pays que sont les chemins de fer. Et depuis deux ans, le peuple des travailleurs du rail donne ses forces sans compter..., mais tout ce qu'il voit, ce sont les capitalistes qui se réjouissent de la montée des actions et du développement des affaires. Mais lui, le cheminot ne voit pas son standard de vie s'élever.

Au Dépôt de La Villette, c'est le chaudronnier Jacques Hudry qui a répondu à ma première question sur les conditions de travail.

— **Travail au rendement ? Ça fait un certain temps qu'on y est en plein. Au lieu de quarante heures, on fait cinquante-quatre heures ici.**

— Est-ce le cas dans tous les dépôts ?

— **Non ! Sur la rive gauche, il y a eu des protestations et au dépôt de Montrouge, ainsi qu'aux ateliers de Châtillon, les gars font quarante-huit heures.**

— A combien s'élève votre salaire ?

— **En moyenne, six mille francs par mois. Un manœuvre se fait vingt francs de l'heure. Un ouvrier spécialisé vingt-huit francs soixante**

— Est-ce que la prime de rendement est en supplément de ce salaire moyen ?

— **Pas du tout. Calculez un peu. La prime est comprise dans les six mille francs. On se fait environ quinze cents francs de prime. Dans certains cas, on arrive à deux mille francs.**

RENDEMENT ET SOLIDARITE OUVRIERE

— Et pour gagner ces primes et ce salaire qui permettent à peine de ne pas crever de faim, quelles sont les conditions de travail ?

— **C'est simple ; le chef de brigade te donne un bon indiquant ce que tu dois faire et le temps nécessaire. Par exemple : refaire un joint de plateau de dôme, vingt-cinq pour cent, c'est-à-dire un quart d'heure.**

» Tu te mets à l'ouvrage, et quand c'est terminé : pointage de l'heure, de la date et inscription du nom.

» Mais ne fais pas la gaffe d'oublier de marquer l'heure, car si le contremaître passe, c'est dix francs d'amende.

» En cas de récidive, le chef de brigade se fait engueuler et écope également une amende.

LES VRAIS PROBLEMES DE LA REPRISE ECONOMIQUE

— Penses-tu que le travail au rendement contribue à accélérer la reprise économique ?

— **Non, à mon idée, il faut poser le problème autrement.**

» Ce qui est terrible aujourd'hui, c'est le manque de matériel, l'usure, etc. L'outillage individuel fait défaut. Le gros matériel également, les machines à cintrer par exemple. Tout cela nous paralyse.

— D'accord. Dans nombre d'industries ce problème se pose. Et des dizaines de milliers d'ouvriers commencent à dire bien haut que les milliards qui filent en canons et en tanks pourraient être utilisés en matériel.

Sur cette question, je crois que les cheminots aussi ont beaucoup à dire, car mon interlocuteur renchérit.

— **Oui, au lieu de toujours faire appel à l'huile de bras des ouvriers, il faudrait faire payer les riches et utiliser réellement, pour le bien de tous, les ressources du pays.**

— Mais comment faites-vous pour pallier le manque de matériel ? Je suppose que vous rencontrez beaucoup de difficultés.

— **On s'arrange comme on peut. Quand on manque de boulons de dix-trente, on les remplace par ceux de huit.**

— Et quelle est l'attitude de la direction à ce sujet ?

— **Quand tu réclames, le chef te dit : « Démerde-toi ». Tu n'as pas le choix. Mais si quelque chose ne va pas, tu te fais engueuler. En**

Un cheminot vérifie la machine

somme, le sabotage est reconnu par en haut comme une institution officielle.

— Eh bien, je te remercie, camarade, de tous tes renseignements. Si je peux résumer cela : l'Etat bourgeois nous rappelle l'histoire du roi nègre qui se faisait les ongles avec un couteau-scie pendant que ses esclaves coupaient le bois avec leurs dents, et le sorcier leur disait : « Puisque vous manquez de matériel, il faut compenser cela par « du rendement. » En l'occurrence, les chefs syndicalistes jouent le rôle de sorcier.

— **Oui, c'est à peu près cela, avec cette différence que les esclaves avaient l'avantage d'avoir au moins des bouts de bois à se mettre sous la dent.**

A. CALVES.

A travers la PRESSE SYNDICALE

Les prix sont-ils bloqués ?

Arrachard, secrétaire général de la Fédération du Bâtiment, constate, dans la *Vie ouvrière* du 2 mai, que si, effectivement, les salaires sont bien bloqués, il n'en est pas de même pour les prix.

Il écrit : « Le blocage des salaires et des traitements (qu'il ne faut pas confondre avec la rémunération découlant de celle de la production et du rendement) est devenu une réalité peu agréable, mais nécessaire pour autant qu'elle s'accompagne du complément indispensable : le blocage des prix. Il ne semble pas que la rigueur soit égale dans les deux sens, car trop d'exemples nous sont donnés, prouvant la facilité de la hausse des prix. »

★

Échelle mobile pour les patrons !

Et Arrachard nous indique les arguments que fait valoir le patronat pour l'échelle mobile des prix : « Les sacrifices doivent être partagés par toutes les catégories sociales de la nation et il serait inadmissible que le patronat bénéficie plus longtemps d'une échelle mobile progressive quand les travailleurs font preuve d'une haute compréhension en faisant dépendre l'amélioration de leur salaire d'une augmentation de la production. »

Ainsi, il est clair que les prix ne sont pas bloqués, mais qu'au contraire ils augmentent sans cesse. Les ménagères, les travailleurs le savent bien, la politique du blocage est à sens unique, « sa rigueur » ne s'exerce que sur les salaires. Cette politique est une duperie dont la classe travailleuse paie les frais. Il est faux de dire qu'en régime capitaliste on peut bloquer les prix. Depuis dix ans, tous les gouvernements au pouvoir affirment, chacun à leur tour, que les prix vont être bloqués. Et la hausse a été continuelle, la production capitaliste est basée sur la recherche du profit. Pour arriver à leurs fins, les potentats des trusts emploient tous les moyens.

Dans le même article, Arrachard nous le montre :

« Certes, nous savons bien que les organisations patronales font valoir avec habileté leur augmentation, plaçant en évidence les éléments justifiant leur thèse, afin de réclamer à tout moment des modifications à leur avantage. »

Pour s'opposer à la hausse des prix, pour un standard de vie honorable pour la classe ouvrière, imposons l'échelle mobile des salaires.

★

L'échelle mobile est-elle dépassée ?

Mais André Lunet, secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers de la région parisienne, dans la *Vie ouvrière* du 2 avril 1946, essaie de nous démontrer que l'échelle mobile des salaires ne peut pas s'appliquer dans la période présente.

Voyons ses arguments. Définissant justement ce qu'est le pouvoir d'achat, il écrit : « Le pouvoir d'achat des salaires est constitué par le rapport qui existe entre les salaires et les prix ». Il constate que, avant guerre, « le principe de l'échelle mobile, bien que correctif imparfait, était juste, car ce n'était pas les marchandises qui manquaient mais les moyens de paiement. Notre revendication ne visait donc qu'à aligner les moyens de paiement c'est-à-dire les salaires et traitements sur les possibilités offertes par le marché. Il ne peut en être de même aujourd'hui où les immenses destructions causées par la guerre ont placé plusieurs pays du monde dans un état voisin de la famine, et le nôtre devant la disette ».

Là, comme dans tout l'article d'André Lunet, nous ne trouvons pas un seul argument sérieux contre l'échelle mobile. Nous connaissons comme lui l'ampleur de la crise économique. Mais nous savons que celle-ci est due à la faillite du régime capitaliste. La classe ouvrière doit-elle faire les frais de cette crise ?

Lunet nous dit que « le problème du pouvoir d'achat ne peut être résolu sérieusement qu'en tenant compte de ce bouleversement considérable ».

Mais est-ce que la bourgeoisie souffre tant soit peu de cette crise? Pas du tout. Tous les chiffres nous prouvent (voir la *Vérité* du 3-5-46) avec quelle éloquence, que ces messieurs des banques, des mines, de l'électricité, se portent à merveille. La solution que préconise A. Lunet consiste à serrer d'un cran la ceinture de la classe ouvrière, mais pas du tout à comprimer les bénéfices des trusts.

Pour enrayer la hausse des prix, pour donner un pouvoir d'achat décent aux ouvriers, appliquons l'échelle mobile et contrôlons les prix en ouvrant les livres de compte du patron.

La politique du blocage est le résultat de la collaboration de classes des dirigeants syndicaux avec le patronat.

M. FELZEN.

Liberté Syndicale OU Liberté tout court

Nous recevons du secrétaire du syndicat des travailleurs du gaz de Montbéliard l'article suivant, que nous insérons volontiers :

Le 1er mai, si je ne m'abuse, est et doit rester un jour de lutte du prolétariat international ; ce jour-là, les classes laborieuses du monde entier, depuis 1886, ont rougi de leur sang le pavé des rues en affirmant leur force pour avoir le droit de crier à la face du monde capitaliste leurs légitimes revendications.

Or en cette année 1946, ce droit si chèrement payé est refusé, non par la classe capitaliste, qui attend sans faire trop de bruit l'heure où elle mettra tout en œuvre pour reprendre au prolétariat les maigres os que celui-ci a pu lui arracher au cours des innombrables combats qui se sont succédé depuis près d'un siècle, mais par ceux qui devraient au contraire être à la pointe du combat.

A Montbéliard, le 1er mai cette année avait été préparé et organisé par l'union locale des syndicats. La classe ouvrière de ce centre industriel n'a pas répondu en très grand nombre à l'appel de ses syndicats, qui sont colonisés à 95 % par les apôtres du stakhanovisme. Néanmoins notre syndicat, le syndicat des travailleurs du gaz de Montbéliard, avait tenu en cette occasion à maintenir la tradition véritable du syndicalisme, c'est-à-dire de manifester avec des mots d'ordre revendicatifs, et non de joindre sa voix au chœur de ceux qui font la louange du travail au rendement

Nos mots d'ordre pour ce 1er mai étaient : « Nous voulons nos quarante heures, l'échelle mobile des salaires et retraites pour garantir notre pouvoir d'achat ! »

Le secrétaire de l'U. L., sans consulter notre organisation, prit sur lui de faire modifier par le décorateur le texte approuvé quelques jours avant par l'assemblée générale du syndicat ; puis, au secrétaire, qui protestait contre ce procédé qui relève de la dictature, il répondit que s'il n'avait pas pu faire changer les mots sur la toile, il aurait interdit au syndicat de prendre place dans le cortège. Mais il n'eut pas cette peine, car les camarades présents refusèrent de se joindre à sa mascarade.

Camarades, est-ce cela la liberté syndicale, ou même la liberté tout court ?

E. MOUHOT,

La bataille pour nos salaires

A la S.N.C.A.N. (Sartrouville)

le salaire au rendement provoque des débrayages

L'outillage démarre

Le mercredi 18 avril, l'atelier d'outillage débraye le matin en réclamant que les bons de tous les outilleurs soient réglés à 50 % au lieu de 30 % comme précédemment. Sur l'injonction des délégués ils reprennent le travail l'après-midi en attendant une réponse. Après discussion, la direction propose : 40 % pour la majorité des outilleurs, 50 % pour les meilleurs, soit une différenciation de salaire variant de 46 fr. 70 à 50 fr. 20.

Succès des chaudronniers

Le mercredi 25 avril, les chaudronniers envoient une délégation, sous menace d'arrêt de travail, réclamant la possibilité de faire 50 % de boni au lieu de 35 %, afin d'égaler les ajusteurs-outilleurs. Les chaudronniers sont, en effet, classés dans la catégorie P 3, supérieure à la catégorie P2 des outilleurs. Les « choumacs » déclarent ne pas vouloir se prévaloir de cet avantage pour gagner plus que leurs camarades outilleurs, mais veulent au moins gagner autant qu'eux.

La direction cède, en partie, en leur accordant une prime dite de qualité de 5 %, soit 36 fr. 55 + 35 % + 5 % = 51 fr. 15.

Le lendemain, jeudi 26, les tourneurs et les fraiseurs-outilleurs réclament que les temps qui leur sont alloués soient haussés de telle sorte qu'ils puissent faire 40 % de boni, c'est-à-dire autant pour eux, qui travaillent aux pièces, que leurs camarades de l'outillage qui travaillent à la journée. Les pourparlers ayant été négatifs, les gars maintiennent leur position et débrayent le jeudi 2 mai. Les délégués du collège saisissent la section syndicale de la question. Celle-ci intervient à son tour, mais se heurte au refus de la direction qui se retranche derrière les arrêtés ministériels Parodi-Croizat, définissant les salaires et les catégories professionnelles. Bien que mécontents, les ouvriers reprennent le travail, et le soir le directeur, appelé par les délégués embarrassés, vient lui-même leur expliquer les raisons de son refus.

« Je ne suis qu'un rouage »

Son premier argument est celui-ci : « Vous avez été embauchés comme outilleurs, c'est vrai, mais vous faites du travail de série. Ce n'est pas la catégorie P2 que vous méritez mais la catégorie P1. Moi je n'y peux rien, c'est une erreur du chef de service qui n'aurait pas dû vous embaucher au titre d'outilleurs ». En réalité, cet argument ne tient pas une minute. L'usine n'est pas équipée pour faire du véritable travail de série et les outilleurs font des petites séries de pièces qui nécessitent un nouveau réglage à chaque nouvelle série. Ils réparent aussi leurs outils. De l'avis des chefs d'équipe, un ouvrier catégorie P1 ne pourrait faire le travail. Pourtant aucun délégué ne relève la fausseté évidente de l'argument.

Le directeur, cependant, expose son deuxième argument, malheureusement plus sérieux : « Je ne puis pas transgresser les directives et décrets fixés par les ministères, malgré toute ma bonne volonté. Je ne suis en l'occurrence qu'un rouage, adressez-vous aux ministères intéressés ». En termes clairs cela veut dire : « Allez donc voir votre camarade Croizat, c'est lui le patron ». Il sait bien que les ouvriers n'iront pas voir Croizat, car, ils savent que Croizat suivra la même ligne que leur délégué principal qui les exhorta, après le directeur, à reprendre le travail et à ne pas se laisser aller à la «provocation». Mieux encore, de peur qu'ils n'aient pas bien compris, on leur met les points sur les i.

« Pas de commandes si... »

C'est en effet le même délégué principal qui, deux jours avant, lors d'une réunion générale du personnel disait : « Il y a dans l'usine un climat déplorable, on s'agite, on parlote, des grèves se déclenchent les unes après les autres et les gars se bagarrent dans leurs ateliers respectifs pour obtenir des primes supplémentaires. Attention ! Ces faits sont très mal vus de la direction générale et du ministère, et n'oubliez pas que nous arrivons au bout de la commande « Stamp » et qu'il nous faudra de nouvelles commandes pour donner du travail au personnel. Ce n'est pas le moment de nous discréditer si nous voulons les avoir. » Pour être clair, c'était clair, au point qu'un ouvrier ne put s'empêcher de s'exclamer à mi-voix : « Mais c'est du chantage ! »

Les ouvriers comprennent fort bien, qu'en s'exprimant en ces termes, le camarade ne fait que tirer les conséquences logiques de la ligne actuelle de la C. G. T. Aussi ils ne voient plus de solution et déclarent qu'ils finiront par être obligés de quitter l'usine pour rechercher ailleurs une paye plus conforme à leur qualification professionnelle. Ils se rendent compte de plus qu'une action de grève isolée ne peut leur faire donner satisfaction et que le véritable problème se pose sur un plan plus général : Celui de la revalorisation de tous les salaires. En effet, disent-ils, si nous réclamons une augmentation, les manœuvres dans les ateliers, les coursières et les dactylos dans les bureaux qui crèvent de faim avec des salaires de l'ordre de 27 francs de l'heure, tout compris, en ont encore plus besoin. Pour cela il faudrait qu'une action d'ensemble soit coordonnée dans toutes les entreprises sous l'impulsion des syndicats.

Luttons pour le redressement de la C. G. T.

Mais les ouvriers ne savent que trop que la C. G. T. ne peut impulser une telle action tant qu'elle ne prendra pas ouvertement la défense de tous les travailleurs, de toutes les catégories, de toutes les corporations. Le travail au rendement peut augmenter la paye de quelques ouvriers au sein de certaines catégories qui se prêtent à ce système. La grande masse des ouvriers voit son salaire inchangé et se voit réduite à attendre une très hypothétique baisse des prix (qui ont augmenté de 70 % depuis août 1945). La C. G. T., bien que plus puissante que jamais, s'interdit d'unifier et de souder les diverses luttes partielles des diverses catégories de travailleurs en abandonnant les mots d'ordre de défense générale de tous les travailleurs, traditionnels au syndicalisme :

— Revalorisation du minimum vital (soit 23 + 70 % = 39 francs de salaire de base).

— Echelle mobile des salaires pour garantir cette revalorisation.

Au dernier congrès de la C.G.T., une large tendance minoritaire dont le camarade Valière, délégué du syndicat des instituteurs, a défendu les mots d'ordre. Partout, à la base, les ouvriers doivent dans leurs sections lutter pour le triomphe de cette tendance par les voies démocratiques, au lieu d'accepter passivement des directives dictées bureaucratiquement par en haut. Venez en masse à toutes vos réunions générales, tirez les leçons de votre expérience, discutez et votez des résolutions exigeant la défense active des intérêts de tous les travailleurs.

La *Nationalisation des houillères* rapporte des milliards aux actionnaires

Le 26 avril, la Constituante a voté la « nationalisation » des houillères. « Il a suffi de quelques minutes pour faire voter *in extremis* cette « nationalisation », déclare la réactionnaire *Tribune économique*, « au moment où l'opposition ne s'y attend plus et sans lui laisser le temps de respirer, on demande la discussion immédiate d'un projet que personne n'a eu le temps d'étudier : trente minutes pour le présenter, le discuter et l'adopter à main levée. »

Les agents du grand capital ont des malices cousues de fil blanc. Qui pourrait croire qu'ils se sont laissés avoir si facilement ? Leur « naïveté » ne les a jamais conduits à voter des lois allant à l'encontre de leurs intérêts.

Encore une bonne affaire pour les gros actionnaires

Comme dans les autres secteurs « nationalisés », les mêmes principes ont été adoptés dans la « nationalisation » des houillères.

1° Maintien d'un secteur libre important, qui deviendra automatiquement le concurrent le plus sérieux des entreprises « nationalisées » ;

2° Remboursement des actionnaires, c'est-à-dire augmentation de la dette intérieure qui devra être amortie par les travailleurs. Les capitalistes disposeront ainsi de fonds importants qu'ils réinvestiront dans de nouvelles entreprises privées ;

3° Taux d'intérêt des obligations à 3 % ;

4° Bénéfices complémentaires variables avec les recettes ;

5° Les « mines nationalisées » conservent un statut commercial et l'autonomie financière. Maintien du secret commercial ;

6° Formation d'un conseil d'administration de dix-huit membres, *nommés par décret sur la proposition du Conseil des ministres*, comprenant douze représentants des anciens conseils d'administration contre six désignés par les organisations syndicales.

Les actions des entreprises nationalisées s'arrachent à la Bourse

Grâce au système de l'intérêt complémentaire variable et au fait que cet intérêt jouera sur une valeur nominale qui sera près du double du cours d'achat actuel, les actionnaires ont la certitude de toucher un taux d'intérêt de 6 %.

Citons quelques-uns des nouveaux cours. Ils sont suffisamment édifiants pour que les commentaires soient inutiles :

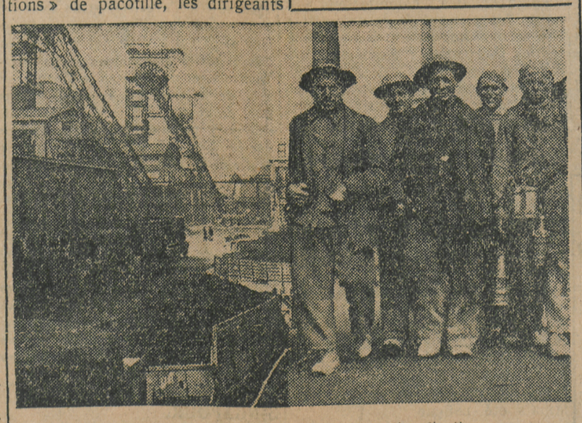
Valeurs	Cours le 29 avril 1946	Cours de rachat
Béthune	1.570	3.120
Carvin	1.530	2.890
Dourges	1.400	2.700
Escarpelle	1.680	3.605
Ostricourt	2.450	4.560

Cette petite opération a porté ses fruits. On a enregistré une avance considérable des valeurs « nationalisées » à la Bourse.

Aussi ces messieurs se sont-ils jetés sur les fameuses actions qui vont leur rapporter au fur et à mesure de leur rachat plusieurs millions.

Il fallait exproprier les gros actionnaires

La nationalisation des houillères a clos la grande série des « nationalisations » de la Constituante. Faisons le bilan : elles ont toutes été faites au profit du grand capital et au détriment des travailleurs. En acceptant ces « nationalisations » de pacotille, les dirigeants des grands partis ouvriers ont fait la preuve de leur trahison. Ils ont plus souci d'augmenter les bénéfices des deux cents familles que de défendre les intérêts ouvriers.



Les mineurs comptent sur de vrais nationalisations

Pour que les nationalisations aient profité aux travailleurs, il aurait fallu :

1° Qu'elles s'étendent à l'ensemble de chaque secteur économique;

2° Que les gros actionnaires aient été expropriés, sans indemnités ni rachat ;

3° Qu'ils soient chassés des conseils d'administration et que la gestion des entreprises ait lieu, à tous les échelons, sous le contrôle des travailleurs.

Michèle MESTRE.

Bravo, postiers Bastiais !

Bastia, 20 avril. — Le personnel sédentaire des transports maritimes fait grève, en Corse comme sur le continent. Aussi on ne sait où faire payer les passagers qui doivent s'embarquer le lendemain dimanche, pour Marseille, sur le « Sidi-Brahim ». Dans l'après-midi, la sous-préfecture donne l'ordre à la poste d'ouvrir un guichet le dimanche matin, pour émission de chèques postaux (encaissement du prix des passages).

Le personnel du bureau de Bastia est unanime à refuser d'agir en briseur de grève. Une délégation de trois postiers est reçue par le sous-préfet, l'informe de l'opinion des postiers et lui demande pourquoi il n'ouvre pas un bureau, pour le paiement des billets, à la sous-préfecture

Malgré un nouvel ordre de la préfecture avec — paraît-il — avis favorable de la Direction des P.T.T., pour l'ouverture (?), les postiers tinrent bon et le guichet spécial ne fut pas ouvert, le dimanche matin.

En définitive, la Direction de l'Inscription maritime de Marseille télégraphia d'embarquer les passagers avec paiement à l'arrivée.

Ainsi les postiers de Bastia surent unanimement résister à ceux qui voulaient les transformer en « jaunes »

Echos du 1er Mai

Déception ouvrière

Tout le monde ne chantait pas l'hymne à la production dans le cortège du 1er mai. Telle cette ouvrière qui, au cours de la manifestation dans un bar-tabac du faubourg Saint-Antoine exprimait avec véhémence toute sa rancœur à son mari.

« Il y a bien assez de revendications à clamer bien haut, disait-elle notamment. On ne fait rien, on n'a rien dans le ventre, ça me dégoûte et j'aurais aussi bien fait de rester chez moi laver mon linge. »

Réaction spontanée

Alors que les Viet-namiens défilaient dans un ordre parfait et au milieu de la sympathie générale dans le faubourg Saint-Antoine, un jeune bourgeois, tiré à quatre épingles, accompagné d'une fille de son espèce, s'arrêta et se tournant vers les manifestants viet-namiens cria à haute voix : « Aux chiottes ».

La réaction des prolos qui l'entouraient fut foudroyante. Saisi au collet, le jeune pommadé fut bousculé sans ménagement et ne dut son salut qu'en se réfugiant promptement dans un magasin.

JEUNESSE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION de CLERMONT-FERRAND

3e Réunion d'information

LE DIMANCHE 12 MAI, à 14 heures

MAISON DU PEUPLE

SALLE 4

ORDRE DU JOUR :

«Les Trotskystes et l'U.R.S.S.»

Nos mots d'ordre

POUR des Conventions Collectives

conformes aux intérêts ouvriers

LA fixation des salaires par arrêté, comme d'ailleurs toute législation gouvernementale, est toujours contradictoire avec les intérêts réels des ouvriers. L'expérience de ces derniers six ans en constitue la vivante démonstration pour tous les salariés. Les causes en sont bien simples : un gouvernement, quel qu'il soit, gère les affaires de la « nation » au nom de l' « intérêt général ». Mais la « nation », aujourd'hui, non seulement est divisée en exploités et en exploiteurs, en patrons et en salariés, mais ce sont les patrons qui ont en main tous les leviers essentiels de la politique et de l'économie du pays. Ce qui signifie en clair que quand un gouvernement parle de l' « intérêt général » c'est qu'il veut concilier les intérêts des patrons qui font suer du profit aux salariés, à ceux des ouvriers qui sont en position d'exploités, de dominés. Ainsi le gouvernement de Front populaire a torpillé le premier les conquêtes sociales de juin 1936. Ainsi aujourd'hui le ministre Croizat, qui siège côte à côte avec le M.R.P., accepte la reconduction de la législation de l'état de guerre, contraire aux intérêts de la classe ouvrière.

Mais les salariés, eux, ne veulent plus voir leurs salaires fixés par arrêté. Ils veulent pouvoir « discuter » avec le patron. Car lorsque les patrons sont face à face avec leurs ouvriers, il leur est plus difficile de pleurer misère. Si les oreilles des ministres sont complaisantes, celles des ouvriers qui voient leur pouvoir d'achat s'amenuiser sans cesse devant la hausse du coût de la vie, alors que le patronat empoche de substantiels bénéfices, sont infiniment plus exigeantes.

Il est d'ailleurs curieux de constater que les patrons, si pointilleux quant à leur « liberté » de gérer leurs entreprises, s'accommodent facilement de la fixation « autoritaire », par le gouvernement, des salaires.

Mais le problème des salaires est celui de la répartition entre le patronat et les salariés de la partie du produit du travail créé par le travail de l'ouvrier. C'est-à-dire celui du rapport de forces entre la classe ouvrière et la classe capitaliste, pour savoir quel pourcentage respectif sera transformé en salaires et en profit. Et pour fixer ce pourcentage, la classe ouvrière n'a nul besoin d'un « arbitre », inspecteur du travail ou ministre, qui marche toujours avec les patrons.

QUELQUES ASPECTS DES PROJETS DE CONVENTIONS COLLECTIVES PRESENTES A LA DISCUSSION DU CONGRES DE LA FEDERATION DES METAUX

La Fédération des métaux, quinze jours avant son congrès, a publié un projet de conventions collectives. Ce projet, si les dirigeants étaient respectueux de la démocratie syndicale, aurait dû être tiré à des centaines de mille d'exemplaires, distribués à chaque syndiqué. Puis, en Assemblée syndicale d'entreprise, en conférence locale et en Congrès d'Union le projet aurait dû être discuté et amendé. Enfin, au Congrès, les principaux amendements auraient dû être soumis au vote. La réalité fut malheureusement tout autre. Le projet fut tiré à un nombre restreint d'exemplaires. Il n'y eut pas de discussions larges, sauf dans quelques entreprises. Et pourtant, unanimement, les syndiqués furent d'accord avec l'article 41 qui prévoyait que :

« A chaque hausse de 10 % du coût de la vie, hausse correspondante des salaires. »

Autrement dit, c'était l'échelle mobile. Mais au Congrès fédéral, l'article 41 fut purement et simplement escamoté. D'autre part, le projet ne prévoyait pas le calcul du minimum vital et renvoyait à des annexes non publiées les revendications de salaires.

Il est clair qu'une convention collective doit répondre aux principales revendications de la classe ouvrière, et ainsi elle pourra devenir un instrument de combat ouvrier. Car il ne faut pas se faire d'illusion, une véritable convention ouvrière prévoyant un salaire minimum vital de 39 francs pour le manœuvre, 6.800 francs mensuels (calculé sur la base de 70 % d'augmentation depuis février 1945), ce salaire minimum garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier sur les prix ne pourra être décroché sans combat. La meilleure convention ne vaut que ce que vaut la lutte de la classe ouvrière pour la faire triompher.

Pierre BOUSSEL.

(A suivre.)

Lettres d'Usines

Notre rubrique « Lettres d'usines » ouverte la semaine dernière, a déjà eu un écho chez les travailleurs. Nous avons reçu plusieurs lettres que nous insérons aujourd'hui.

Camarades, continuez de nous écrire. Indiquez-nous quelles sont vos conditions de travail, quelles sont vos luttes dans vos usines, dans vos bureaux. Militants du P.C.I., faites écrire ceux qui vous entourent. « La Vérité » doit devenir le journal de la classe ouvrière.

CHEZ CAUDRON le salaire au rendement se retourne contre les ouvriers

« A l'usine I.M., comme dans toutes les usines de la région parisienne, les mots d'ordre du syndicat ne correspondent plus aux intérêts des ouvriers.

» Professionnel 2e échelon, je règle à 45 fr., soit par quinzaine 3.200 francs net pour 8 heures. Ces derniers quinze jours, pour 9 heures j'ai touché 3.600 francs, mais les heures supplémentaires ne sont plus prévues. Depuis juin 1945, date de la fixation des salaires, il n'y a pas eu d'augmentation. Peut-être donc que le coût de la vie est stabilisé ? Il ne semble pas qu'il en soit ainsi puisque la direction parle d'élever la cantine de 25 francs à 30 francs environ. Pour le 1er mai, la section syndicale, sans que les syndiqués en aient discuté auparavant, a fait la veille un cahier de revendications dont les ouvriers n'ont eu connaissance que de quelques points, particulièrement du travail au rendement. Un ouvrier s'est élevé contre ce point en déclarant que ce n'est pas le travail à la chaîne qu'il voulait, mais de la « rallonge », exprimant ainsi la volonté réelle des travailleurs.

» En effet, le rendement, comme chacun sait, est un élément de division entre les ouvriers, et, d'autre part, dans les conditions de travail actuellement en vigueur à l'usine : conditions techniques, de l'outillage, condition physique de l'ouvrier, il se retournera contre nous obligatoirement. Nous faire travailler au rendement, c'est profiter des bas salaires de l'ouvrier pour l'appâter et nous exploiter ainsi davantage.

» C'est pour toutes ces raisons que j'estime que la seule revendication est un salaire minimum décent garanti par l'échelle mobile.

» Camarade de la rédaction, je te demande de publier cette lettre dans le prochain numéro de La Vérité.

» BEAUMONT. »

OU IL EST QUESTION DE RÉCUPÉRER LE 1er MAI

Ceci s'est pasé chez moi, comme chez vous camarades. A priori, il eût fallu pour faire récupérer la fête du travail que nous fassions récupérer la fête d'Eglise, du lundi de Pâques.

De plus nous trouvons que le slogan « produire » commence à nous fatiguer les oreilles ! La classe ouvrière a compris depuis la fin de l'occupation que son devoir était d'œuvrer par elle-même pour nous remettre à flot. Les ouvriers comprennent très bien qu'il y a de gros efforts à fournir et ils fournissent le maximum dans des conditions physiques rendues de plus en plus difficiles, au fur et à mesure de l'écoulement du temps. La nourriture est insuffisante pour la demande de cet effort de production sans cesse grandissant. Deux jours pour reposer le corps pour les manuels et l'esprit pour les intellectuels ne sont pas de trop. En 1936, lorsque la C.G.T. a fait savoir (preuves à l'appui par des statistiques formelles) que nous produisions autant, voire plus, en 40 heures qu'en 48 et qu'aujourd'hui elle nous demande de récupérer le jour de la fête du travail, sans prendre la même initiative pour les jours de fêtes d'église, nous sommes en droit de répondre nous aussi, que cette fête du travail est sacrée à nos yeux. Or la récupération est demandée par la délégation ouvrière dont la majorité est la même bien entendu que plus haut à la C.G.T. sur le mot d'ordre de « Production ». En somme, on fausse l'expression de la classe ouvrière même dans les bureaux syndicaux de base.

Et si un délégué pose la question : ne pourrions-nous pas demander l'avis des camarades ? — la majorité vous répondra : surtout n'en faites rien, et puis quelle question !... consulter les camarades... ils sont vraiment très drôles ces prisonniers de la démocratie, ne devons-nous pas diriger sans contrôle aucun.

Pas mal, cette petite philosophie. Encore un petit fait parmi d'autres. Qu'en pense la véritable majorité, celle de la base... on se comprend !...

Un délégué d'atelier d'une usine de la Région parisienne.

D'accord avec toi camarade. Nous nous élevons aussi contre la récupération du 1er mai, journée internationale de lutte du prolétariat international et contre l'absence de démocratie dans les syndicats. Mais sur la question de la production, nous pensons ainsi que nous l'avons déjà exprimé dans notre journal, que le problème n'est pas que chaque ouvrier fasse un effort supplémentaire. Ce qu'il faut c'est organiser toute la production suivant un plan, plan qui sera appliqué sous le contrôle des ouvriers.

★

PAS MOYEN D'Y ARRIVER

Je suis soudeuse dans une usine d'automobiles de la banlieue parisienne. Le travail que je fais est sale et fatigant. Quand je rentre le soir à la maison, je n'ai guère envie de me remettre à travailler mais il n'y a pas moyen de faire autrement, car je suis seule avec trois enfants dont l'aîné a 12 ans et le plus jeune 6 ans. Le matin je suis toujours partie quand ils vont à l'école et le soir ils se gardent tout seuls avant que je revienne. La vie est bien difficile, surtout avec le ravitaillement actuel. Lorsqu'on quitte l'usine, la plupart du temps les magasins sont vides et on a très peu de temps pour se ravitailler avant leur fermeture. Je gagne 4.750 francs par mois et l'allocation familiale en plus. Quatre personnes à nourrir là-dessus, on a beau tirer autant qu'on peut il n'y a pas moyen d'y arriver, surtout qu'il y a toujours quelque chose à acheter aux gosses. On peut dire que le gouvernement et tous les ministres ne font pas grand' chose pour les pauvres gens.

Si je vous écris, c'est que je pense que peut-être vous allez publier ma lettre ; je ne crois pas que ça peut changer quelque chose, mais je pense que c'est utile de montrer quelle est la situation d'une femme seule avec trois enfants et qui est obligée de travailler toute la journée.

Mme Marie PENNEGRI.

Un exemple entre des milliers de la situation tragique des ouvrières. Les salaires de famine qui leur sont accordés ne peuvent évidemment leur suffire. Quelle meilleure preuve que la revendication « un minimum vital » mise en avant par le P.C.I. est une nécessité vitale pour elles.

MURS

POUR LA CAPITULATION LE COMITE CENTRAL DU « PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS » réclame de la nouvelle Constituante qu'elle établisse « en quelques semaines, et PAR L'ACCORD DE TOUS LES REPUBLICAINS, une nouvelle constitution susceptible de recueillir l'approbation massive du suffrage universel. »

MEDITEZ ET... VOTEZ TROTSKYSTE AU 2 JUIN !

Le gérant : M. JUILLIA.

Entreprise de Presse 100, r. Réaumur, Paris-2e

MARY, imprimeur.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.

pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.

pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à E. Saujet, C.C.P. 3205-19 Paris.

Signature :